



Hebdomadaire
Paraît le vendredi
N° 2530
27 janvier 2017
1,20 € • DOM: 1,80€



Prolétaires de tous les pays, unissons-nous!

LUTTE

OUVRIÈRE

UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Le journal
d'Arlette Laguiller

Élection présidentielle

Nathalie Arthaud

candidate communiste

pour faire entendre

le camp des travailleurs



Migrants

**La solidarité
n'est pas
un délit!**

Page 6

Brexit

**Profits records,
pouvoir d'achat
en baisse**

Page 10

Procès AZF

**Quinze ans
de lutte
contre Total**

Page 7

Hamon et Valls, les deux visages d'un PS aux ordres du grand patronat

Si la sanction infligée à Valls au premier tour de la primaire du PS se confirme au second, aucun travailleur ne le regrettera. Valls incarne depuis longtemps l'aile droite du PS, qui voudrait que ce parti cesse de se dire socialiste. Depuis 2012, comme ministre de l'Intérieur puis comme Premier ministre, il s'est posé en champion de l'ordre et du conservatisme. Avec arrogance, Valls a mené une politique entièrement dévouée au grand patronat qui, de la loi Macron à la loi travail et à toutes les aides accordées aux entreprises, n'a eu qu'à se féliciter d'un tel serviteur. Et ses contorsions de dernière minute, qui l'ont vu prôner l'abrogation d'un article 49.3 dont il a abusé, sont aussi ridicules que celles d'un marchand de canons qui plaiderait pour la paix dans le monde.

Les commentateurs expliquent que le PS serait maintenant scindé en « deux gauches irréconciliables ». Quelle blague ! Avec un discours un peu plus à gauche, Hamon a touché nombre d'électeurs PS déçus par le quinquennat. Mais il en est tout autant responsable. Comme Valls, Hamon est au PS depuis trente ans. Comme Valls, Hamon a fait campagne pour Hollande en 2012. Comme Valls, il est devenu ministre. En 2014, il a fait partie de ceux qui, au sein du gouvernement, ont soutenu Valls pour qu'il remplace Ayrault – on a connu plus irréconciliables !

Dans sa campagne, Hamon a cherché à se singulariser avec la proposition d'un revenu universel de 750 euros d'ici à 2022. Ce dont les classes populaires ont besoin, c'est d'un travail avec un salaire décent, qui ne devrait pas être inférieur à 1800 euros net.

Hamon explique que le travail va se raréfier en raison de la robotisation. Mais le fait que les robots se multiplient n'est un problème que parce que le capitalisme est un système reposant sur l'exploitation. Pourquoi le machinisme et le progrès technique ne pourraient-ils servir à diminuer le temps de travail de tous, sans perte de salaire, en prenant sur les profits pour financer les emplois ? Cela, Hamon ne l'envisage même pas. Face au chômage de masse, face aux licenciements, il ne veut pas de mesure qui gêne le grand capital.

Cette semaine, par exemple, la firme textile Vivarte (André, Kookai, La Halle aux chaussures, La Halle aux vê-

tements, Caroll...) annonce des centaines de suppressions d'emplois, après en avoir déjà supprimé 2000 depuis deux ans. L'entreprise dit aujourd'hui faire des pertes. Mais Vivarte a généreusement distribué des dividendes pendant des années. Et, bien que domiciliée fiscalement au Luxembourg, cette entreprise, qui appartient à des fonds d'investissement, a été gavée d'argent public. Vivarte a ainsi reçu 45 millions de CICE, cette aide publique scandaleuse lancée en 2013... quand Hamon était ministre. Eh bien, la seule politique utile au monde du travail face à ces prédateurs n'est pas un revenu à 750 euros pour les salariés devenus chômeurs, mais l'interdiction des licenciements et le maintien de tous les emplois, en prenant sur les profits passés !

Si le second tour confirme le succès de Hamon, peut-être mordra-t-il sur l'électorat de Jean-Luc Mélenchon. En tout cas, avec Macron, tous trois incarnent la gauche gouvernementale, passée, présente et à venir. Cela fait très longtemps que cette gauche, dans ses différentes nuances de rose, ne veut rien faire contre les intérêts du patronat, et se condamne ainsi à trahir ses électeurs des classes populaires.

Cela fait longtemps que le PS est un parti de gouvernement, serviteur loyal du capitalisme. Il en a encore fait la démonstration pendant les cinq ans qui s'achèvent, ouvrant un boulevard au Front national et à une droite qui veulent aggraver encore les attaques antiouvrières.

Alors, les travailleurs n'ont pas besoin d'un PS ou d'une gauche rénovée, ou encore d'une « vraie gauche », à même de tromper de nouveau les électeurs des classes populaires.

Ce dont les travailleurs ont besoin, c'est d'un parti qui défende vraiment leurs intérêts. Un parti qui combatte les politiciens, faux amis comme vrais ennemis. Un parti qui s'en prenne à la bourgeoisie. Un parti qui prépare les travailleurs à se battre pour défendre leurs intérêts de classe, par la grève et les mobilisations de masse. Il faut un parti qui soit vraiment celui du camp des travailleurs.

C'est pour affirmer cette nécessité, pour que tous ceux qui en sont conscients puissent l'exprimer, que Nathalie Arthaud, au nom de Lutte ouvrière, sera candidate à l'élection présidentielle.

Au sommaire

| | | | |
|--|---|---|----|
| LEUR SOCIÉTÉ | | | |
| Le Pen à Coblenche : l'extrême droite européenne se congratule | 4 | Toulouse le Mirail : fermeture de collèges | 16 |
| Guéant condamné... mais libre | 4 | Écoles de Nice : un policier armé | 16 |
| Le Driant gonfle les profits des industriels de l'armement | 4 | Elle a trouvé le bon filon | 16 |
| Le Charles-de-Gaulle : en mer il tue, au port il coûte | 4 | DANS LE MONDE | |
| Pollution : étouffés par la loi du profit | 5 | Brexit : profits records et baisse du pouvoir d'achat | 10 |
| Tests truqués dans l'automobile | 5 | États-Unis : la marche des femmes | 10 |
| Anncy : champion des particules fines | 5 | Côte d'Ivoire : la colère monte | 11 |
| Migrants : acharnement contre ceux qui les aident | 6 | Mexique : la hausse des carburants déclenche des émeutes | 11 |
| La solidarité n'est pas un délit | 6 | Italie : une avalanche de catastrophes peu naturelles | 16 |
| Suicide d'un jeune migrant, le gouvernement responsable | 6 | ENTREPRISES | |
| La Mure : la gendarmerie contre les sans-papiers d'Emmaüs | 6 | SNCF - Noisy-le-Sec | 12 |
| AZF : 15 ans après, le même mépris des victimes | 7 | RATP | 12 |
| ASS et ARH : handicapé et chômeur, la double peine | 7 | Onet - Marseille | 12 |
| Autoroutes : direction profit | 7 | Whirlpool - Amiens | 13 |
| | | Neuhauser - Moselle | 13 |
| | | Pompiers de Toulouse-Blagnac | 13 |
| | | Fessenheim | 14 |
| | | EDF | 14 |
| | | Hôpitaux | 14 |
| | | Vivarte | 15 |
| | | PSA - Mulhouse | 15 |
| | | CAMPAGNE DE NATHALIE ARTHAUD | |
| | | 300 euros d'augmentation pour tous | 8 |
| | | Il faut un parti pour les travailleurs | 8 |
| | | Revenu universel ou répartition du travail entre tous ? | 8 |
| | | 4000 euros : cauchemar pour l'un, rêve pour beaucoup d'autres | 8 |
| | | Un emploi pour tous, c'est possible | 9 |
| | | Interdiction des licenciements | 9 |
| | | Le protectionnisme ne protège que les patrons | 9 |

Lutte ouvrière dans les kiosques

Notre journal est disponible chez les marchands de journaux, distribué par les Messageries lyonnaises de presse (MLP).

Les idées que nous défendons doivent pouvoir entrer en contact avec un plus large public. C'est pourquoi nous comptons sur tous nos amis, militants et sympathisants ou lecteurs occasionnels. Ils peuvent intervenir auprès des marchands de journaux qu'ils connaissent, pour que ceux-ci affichent notre journal, et les en remercier, non seulement en leur achetant *Lutte ouvrière* mais en les privilégiant pour leurs autres achats de presse. Ils peuvent aussi nous signaler les points de vente où *Lutte ouvrière* n'apparaît pas, mais où ils pensent que ce serait souhaitable. Sur le site Internet de *Lutte ouvrière* (rubrique « dans les kiosques ») on peut trouver la liste des points de vente où notre journal est disponible.

Merci à tous nos lecteurs de faire mieux connaître *Lutte ouvrière*.

Hamon-Valls : duel de cirque

Maintenant que l'on connaît les deux protagonistes qualifiés pour le second tour de la primaire de la gauche, il s'agit de maintenir le suspense.

La première partie de la pantomime n'ayant obtenu qu'un accueil nettement au-dessous des espoirs des principaux compétiteurs, comme des montreurs d'images que sont les réalisateurs de la télévision et les journalistes, tout est fait pour dramatiser l'enjeu du prochain épisode, à la manière de ces parades de cirque qui, en fanfare, nous annoncent le combat du siècle.

Ce sera, nous dit-on, l'affrontement de « deux gauches irréconciliables ». Sauf que ces deux gauches, si l'on ose encore employer ce terme, ont cohabité des années durant dans un même parti, et de longs mois dans un même gouvernement. Et gageons qu'elles sauront le faire de nouveau si les circonstances les y obligent.

Même si, comme on l'a annoncé, le débat du

mercredi 25 janvier entre ces deux gladiateurs de salon s'avère féroce (verbalement s'entend), cela ne fournira guère d'indications sur ce qui se passera au soir du second tour de cette primaire.

Le vaincu se ralliera-t-il au vainqueur, comme cela s'est fait à l'issue de la primaire de la droite ? Valls, interrogé sur France info sur son attitude en cas de défaite, a refusé de fournir une réponse, laissant place à toutes les spéculations. Quant à Hamon, il continue à faire campagne sur le revenu universel, en expliquant désormais qu'il faudra des années pour le mettre pleinement en application. Cette façon habile de procéder a le double avantage de le faire apparaître comme un innovateur à bon compte, tourné vers un avenir mal

défini, mais surtout de ne pas le faire s'engager sur les problèmes immédiats, concrets, tangibles, concernant les classes populaires et le monde du travail.

Au-delà, ce duel annonce-t-il la fin du PS tel qu'il se survit aujourd'hui, comme l'évoquent nombre de commentateurs et comme le souhaitent à la fois Macron et Valls ? On ne peut, à terme, exclure une telle hypothèse. Mais, quelle que soit l'issue de ce mélodrame artificiel, le monde du travail, l'ensemble des classes populaires, n'auront rien à y gagner. Encore moins à y perdre. Car leur avenir ne peut être laissé entre les mains de ces politiciens qui sont capables de se dire, selon les aléas de leur carrière et de leur ambition, plus à droite un jour et le lendemain plus à gauche.

Cet avenir, les travailleurs doivent le construire en ne comptant que sur leurs propres forces, en

49.3 nuances de rose



formant un parti qui soit non seulement à leur service, mais qui soit véritablement le leur, qui soit un outil destiné à combattre sans faiblesse le patronat

et ses serviteurs, tout en se gardant de tous ceux qui les ont trompés et trahis dans le passé... et qui sont prêts à recommencer demain.

Jean-Pierre Vial

Manif anti-IVG : Fillon racole chez les réacs

Dimanche 22 janvier, plus de dix mille personnes ont manifesté à Paris pour le « droit à la vie ». Une manière d'attaquer le droit à l'interruption volontaire de grossesse (IVG).

Bien entendu, François le pape a apporté son soutien à ces gens. Ils partagent une vision réactionnaire de la place de la femme et de la famille dans la société, et une opposition moyenâgeuse à l'IVG. Mais la présence la plus commentée par la presse a été

celle de Madeleine Bazin de Jessey, la porte-parole de Sens commun, émanation du mouvement La Manif pour tous à l'intérieur du parti Les Républicains, qui a soutenu François Fillon. Bazin de Jessey fait partie de l'équipe de campagne de Fillon et, avec elle dans

la rue, il était donc dans la manifestation sans y être.

Attaquer la liberté des femmes et l'IVG, c'est un drapeau traditionnel de ralliement pour tous les réactionnaires de France et d'ailleurs. Tout l'art politique de Fillon consiste à loucher quand il fait de l'œil à ces électeurs qui ont toujours en travers de la gorge la révolution de 1789 et Mai 1968, et qui lui ont assuré la victoire lors des primaires

de la droite. Il aura besoin d'eux face à Macron, dont le programme économique favorable aux patrons ressemble beaucoup au sien.

Mais Fillon doit en même temps ne pas trop se compromettre avec cette frange rancie de son électorat, car il aura aussi besoin dès le premier tour des électeurs de droite qui ont moins de toiles d'araignée dans la tête que les anti-IVG, et même des électeurs du centre et de gauche face à Le Pen au second tour. Le président de Sens commun, Christophe Billan, commentant la participation de Bazin de Jessey, essaie donc de noyer le poisson dans l'eau bénite : « Ce n'est pas un appel à manifester. Nous constatons l'existence de la marche et rappelons à nos adhérents que battre le pavé est important. » Il ajoute, à

propos de l'IVG, qu'il faut « encadrer une pratique qui doit rester exceptionnelle ». Cette rhétorique jésuite est celle de Fillon qui, tout en déclarant qu'il ne remettrait pas en cause la loi Veil, se déclare opposé à l'IVG « à titre personnel, [...] compte tenu de sa foi » catholique.

Reste que, pour combattre les réactionnaires qui, de Trump à Fillon, voudraient que les femmes n'aient plus le contrôle de leur corps, « battre le pavé est important » : c'est ce qu'ont dit toutes celles qui ont manifesté le 21 janvier contre Trump dans différents pays, et elles ont bien raison.

Camille Lulle

(voir p.10 l'article sur la marche des femmes aux États-Unis)



AGENDA

Fêtes de Lutte ouvrière

Saint-Denis

Samedi 28 janvier

à partir de 16 heures, salle de la Légion-d'Honneur
6, rue de la Légion-d'Honneur
Métro : Saint-Denis Basilique

Metz

Dimanche 5 février

à partir de 11 heures, CALP
2A, rue Mgr-Pelt à Metz-Plantières

Cercle Léon Trotsky

Soixante ans
après les indépendances,
l'Afrique sous le joug
de l'impérialisme français

Vendredi 27 janvier 2017 à 20 h 30

Docks de Paris Eurosites

avenue des Magasins-Généraux, Bâtiment 282
Aubervilliers - Métro : Front-Populaire (ligne 12)

Participation aux frais 3 euros

Le Pen à Coblenz : l'extrême droite européenne se congratule

Marine Le Pen a participé le 21 janvier à Coblenz, en Allemagne, à un rassemblement des partis d'extrême droite ayant des élus au Parlement européen, regroupés dans une formation nommée Europe des nations et des libertés.

C'est en effet dans cette ville, où dès 1791 s'étaient regroupés les émigrés de la noblesse française contre-révolutionnaire, qu'au lendemain de l'investiture de Donald Trump la présidente du FN a retrouvé ses homologues d'Allemagne, des Pays-Bas, d'Autriche et de la Ligue du Nord d'Italie. Cette fois, c'est bien plutôt contre les émigrés de 2017 que Le Pen a lancé ses flèches, espérant profiter de ce qu'elle appelle l'effet dominos du Brexit puis de l'élection de Trump.

À part le FN, deux autres partis d'extrême droite, le PVV néerlandais (Partij voor de vrijheid, « pour la liberté ») et l'AfD allemande (Alternative für Deutschland, « pour l'Allemagne ») lorgnent vers les voix des électeurs au cours de l'année 2017. Le Pen, en appelant à Coblenz à « la souveraineté territoriale, la souveraineté monétaire, la souveraineté économique et la souveraineté législative », s'est débrouillée pour évoquer une « nouvelle Europe », destinée à plaire tant aux pro-Europe qu'aux autres. La démagogie de l'avocate frontiste, qui se sent encouragée par les récents sondages réalisés

en France avant l'élection présidentielle, se résume à l'organisation d'un référendum sur la sortie de l'Union européenne, si celle-ci, dit-elle, « ne m'a pas rendu ce qui appartient au peuple français ».

Elle est, on pouvait s'en douter, restée muette sur les revendications indispensables au monde du travail, comme l'interdiction des licenciements et l'augmentation des salaires et des pensions. À entendre ses précédentes prises de position, certains dirigeants de l'AfD jugeaient déjà le FN « trop socialiste ». Le Pen se devait donc d'en rester, devant quelques centaines de sympathisants des formations présentes, aux fondamentaux consensuels de l'extrême droite, en restant dans le cadre de ses ambitions électorales actuelles. Recueillir le soutien des adversaires de la politique d'Angela Merkel pouvait être, au passage, un objectif.

Las ! devant la salle, c'étaient 5 000 manifestants anti-extrême droite qui, heureusement, scandaient « Koblenz bleibt bunt » (Coblenz reste multicolore).

Viviane Lafont

Guéant : condamné, mais libre

Claude Guéant, ancien ministre de l'Intérieur de Sarkozy jugé en appel le 23 janvier dans le cadre de l'affaire des « primes de cabinet », a été condamné à deux ans de prison, dont un an ferme.

Guéant est aussi condamné à 75 000 euros d'amende et est interdit d'exercice de toute fonction publique pendant cinq ans. En première instance, en novembre 2015, il n'avait eu que deux ans de prison avec sursis.

Entre 2002 et 2004, Guéant avait, avec trois de ses collaborateurs, perçu 210 000 euros en liquide, prélevés sur des enveloppes censées payer les

frais d'enquêtes de la police. Guéant assurait que ces versements étaient destinés à compenser la fin des primes en espèces versées auparavant par les fonds secrets de Matignon et supprimées par Jospin en 2002. Mais les juges ont estimé qu'il y avait complicité de détournement de fonds publics et que Guéant s'était enrichi pour des motivations personnelles.

L'ex-ministre a d'ores et

déjà décidé de faire appel en déposant un pourvoi en cassation, mais en attendant il ne risque pas de les passer derrière les barreaux, car les peines inférieures à deux ans de prison sont aménageables, et c'est au juge d'application des peines de décider de cet aménagement.

On sait que, pour les politiciens comme Guéant, ancien et peut-être futur ministre, la justice sait être compréhensive, comme elle l'a été pour Lagarde, condamnée elle aussi dans l'affaire Tapie mais ressortie libre du tribunal.

Cédric Duval

Le Drian : il gonfle... les profits des industriels de l'armement

Le ministre de la Défense Le Drian s'est félicité du record d'exportations d'armement que la France aurait battu en 2016. Il paraît qu'il aurait tout de même gonflé les chiffres.

Il ne s'agirait pas de « plus de 20 milliards d'euros de prises de commandes ». Il y a bien, entre autres, 8 milliards de contrats de vente du Rafale à l'Inde, mais le contrat mirifique de vente de sous-marins à l'Australie ne serait pas encore en vigueur. Seule une tranche de 300 millions d'euros pourrait être attribuée à ce bilan 2016.

Les journalistes sont bien ingrats de pointer cet excès de Le Drian. Depuis

le début du quinquennat de Hollande, les ventes d'armes ont été multipliées par deux. Et même si elles n'atteignent pas les 20 milliards d'euros, les exportations d'armement dépasseront le montant de celles réalisées en 2015, qui représentaient 16,9 milliards.

Le Drian ment surtout lorsqu'il prétend que tout le monde devrait se réjouir de la bonne santé du secteur parce qu'il serait créateur d'emplois. Des milliers

d'emplois, l'État pourrait en créer dans bien des domaines utiles à la population, en construisant des hôpitaux, des écoles, des moyens de transport pour tous, au lieu de sous-marins. Les seuls qui peuvent se réjouir de l'augmentation de la production d'engins de mort sont les industriels de l'armement.

Il paraît que ceux d'entre eux qui étaient présents lors des vœux prononcés par le ministre de la Défense au musée de la Marine l'ont longuement applaudi. On comprend pourquoi.

Aline Rétesse

Charles-de-Gaulle : en mer il tue, au port il coûte

Le porte-avions Charles-de-Gaulle, fleuron de la marine française et terreur des contribuables, vient de rentrer au port de Toulon. Il va y rester dix-huit mois, le temps d'une révision complète, qui coûtera au moins un milliard d'euros.

Areva doit en effet changer tout ou partie des deux réacteurs nucléaires, vider le combustible irradié, charger le neuf. D'autres travaux concerneront Thales pour les radars, Dassault pour l'équipement nécessaire à ses Rafale, DCNS pour la propulsion. Il s'agit en fait d'aider une entreprise familiale française, puisque Dassault, propriété du milliardaire du même nom, contrôle Thales, qui contrôle DCNS, qui est en train de racheter la filiale d'Areva concernée par le militaire.

Ainsi, pendant les dix-huit mois qui viennent, le Charles-de-Gaulle continuera à remplir au moins la moitié de sa mission, qui est de servir de pompe à finance des deniers publics vers les coffres des industriels. En revanche, il ne pourra plus se dédier à la seconde moitié, puisqu'il n'y aura plus de raids partant du porte-avions pour bombarder les villes et villages du Moyen-Orient comme ce fut le cas ces derniers mois.

Il se trouve tout de même des gens pour dire que c'est

dommage et que la France doit être en mesure d'assassiner des civils et de faire étalage de la puissance de ses armes 365 jours sur 365. Le Pen et Montebourg se prononcent en effet pour la construction immédiate d'un second porte-avions ! Pour l'instant, leurs concurrents hésitent devant le

prix : 4 milliards d'euros au moins pour le bâtiment, quatre autres pour les avions, quelques centaines de millions pour les navires d'accompagnement, quelques centaines encore pour l'armement. Mais tous sont d'accord pour programmer dès maintenant le remplacement du

Charles-de-Gaulle et, de façon générale, pour conforter le budget militaire.

De Le Pen à Mélenchon, les politiciens ont parfois des mots d'amour pour les travailleurs. Mais les preuves d'amour, ils les réservent aux marchands de canons.

Paul Galois



Le Charles-de-Gaulle arrivant dans la rade de Toulon.

Pollution : étouffés par la loi du profit

Depuis plusieurs jours, toute une partie du pays est soumise à une violente pollution atmosphérique. Au-delà des statistiques, des mesures, des avertissements et des polémiques, les faits sont là et chacun le ressent : l'air devient irrespirable lorsque certaines situations météorologiques se conjuguent avec la pollution due à l'activité humaine.

Naguère, seuls les exploités respiraient l'air vicié des mines et des usines, utilisaient l'eau polluée des faubourgs ouvriers, mettaient pieds et mains dans les bassins des tanneries ou des teintureries, crachaient du sang en revenant des fonderies, s'intoxiquaient au plomb, au mercure, à l'amiante. Les riches, eux, logeaient loin des foyers de pollution et il fallait une catastrophe industrielle détruisant toute une ville pour qu'ils en subissent quelque peu les conséquences. Engels remarquait en 1845 que, dans les villes industrielles, les quartiers bourgeois étaient situés à l'ouest, pour que les vents dominants les protègent des fumées des usines.

Paris et Londres, par exemple, se sont développés sur ce modèle.

La course au profit, règle de la société capitaliste, alimente la pollution première : celle que les prolétaires subissent sur les lieux de production. Elle conditionne également le type de développement social : le transport individuel plutôt que collectif, l'autoroute plutôt que le ferroviaire, pas d'investissement dans le logement populaire de qualité et, surtout, pas ou peu de contrôle sur les industriels, leurs procédés, leurs bénéfices et le coût social réel de leurs petites affaires.

Le développement industriel, l'extension des villes, la multiplication

des automobiles font que, désormais, des agglomérations entières peuvent être prises pendant des jours dans des brouillards de pollution, quartiers résidentiels compris. Alors, en attendant d'être en mesure de construire leurs résidences en orbite ou sous une bulle, comme dans les films de science-fiction, une partie des privilégiés, désormais concernés, cherchent à limiter les dégâts.

Les mesurette des grandes municipalités sur les vignettes et la circulation alternée ne sont que des pis-aller. Les conseils à l'usage des citoyens, du même ordre que ceux dispensés pour économiser l'énergie, relèvent certes du bon sens et on ne perd rien à les suivre. Mais c'est une goutte de miel dans un tonneau de fiel. En régime capitaliste, seul compte le profit immédiat, quitte à empoisonner les travailleurs, les riverains, toute une ville, voire les bourgeois eux-mêmes.

Paul Galois



Tests truqués dans l'automobile : supprimer le secret industriel !

Face au nouvel épisode de pollution aux particules fines, des restrictions de circulation ont été reconduites à Paris, Lyon et Grenoble. Si les transports ne représentent que 15 % des rejets de particules fines, loin derrière l'industrie, le chauffage au bois ou les engrais agricoles, leur contribution peut monter à 50 % dans les grandes villes congestionnées par la circulation automobile.

Agir pour préserver la santé des citoyens est vital. Encore faut-il que les mesures prises ne soient pas seulement une posture et que toute l'organisation de l'économie ne les rende pas inefficaces.

Plusieurs rapports révèlent comment les constructeurs automobiles ont trafiqué les tests

de pollution de leurs véhicules diesel. En septembre 2015, Volkswagen était pris la main dans le sac par l'agence américaine de protection de l'environnement pour avoir installé, sur 11 millions de véhicules dans le monde, un logiciel sous-estimant les rejets d'oxyde d'azote. Depuis, les enquêtes se sont

multipliées, montrant que tous les constructeurs ont les mêmes pratiques. Le parquet de Paris vient d'ouvrir une information judiciaire contre Renault pour « tromperie sur les qualités substantielles et les contrôles effectués ». Aux États-Unis, Fiat Chrysler est sur la sellette. Après avoir étudié 230 modèles de véhicules, l'ONG Transports et environnement a établi un classement des constructeurs. En émettant deux fois plus de particules que la norme Euro 6, Volkswagen fait figure de bon élève à côté de Renault-Nissan, Fiat ou

Opel, dont les véhicules en émettraient dix à douze fois plus !

Pris sur le fait, les constructeurs invoquent les difficultés techniques ou la sécurité et promettent qu'ils vont agir. Christian Peugeot, au nom des constructeurs automobiles français, a ainsi déclaré devant une commission d'enquête : « La construction automobile est une industrie lourde, nous ne pouvons pas prendre de décision du jour au lendemain. »

La vérité, c'est qu'ils jouent la montre pour retarder l'instauration de

normes plus restrictives et qu'ils trichent quand la loi finit par les leur imposer. Face à ces agissements criminels, il faudrait supprimer le secret industriel, pour permettre aux milliers de travailleurs, techniciens ou ingénieurs, de rendre publiques les fraudes organisées dont ils ont connaissance sans risquer d'être licenciés.

En avril dernier, les députés européens PS, LR et FN ont fait exactement l'inverse, en votant une directive renforçant le secret des affaires. Cela juge leurs discours sur la pollution.

Xavier Lachau

Anncy : champion des particules fines

C'est un organisme très officiel, Air Rhône-Alpes, qui le dit : Anncy, ex-æquo avec Passy dans la vallée de l'Arve, est la ville la plus polluée par les particules fines de Rhône-Alpes. Et cela même pour la troisième année consécutive ! L'Institut de veille sanitaire estime le prix de cette pollution à onze mois de vie en moins et 70 morts par an dans

l'agglomération.

Ces dernières années, chacun a pu constater qu'il y avait de plus en plus d'embouteillages sur l'agglomération d'Anncy. Pas étonnant, avec les distances domicile-travail toujours plus longues, les flux tendus dans les entreprises engendrant des camions innombrables, un réseau de bus complètement insuffisant, mais cher

et inconfortable, et surtout le lobby routier qui se fait subventionner par les collectivités mais s'oppose à toute réglementation un tant soit peu contraignante en matière de transports.

Face à cette situation, que font les représentants de l'État et les notables locaux ? Rien, même pas brasser du vent comme ils en ont l'habitude !

Correspondant LO



Au bon air de la montagne...

Vallée de la Roya : acharnement contre ceux qui aident les migrants

Les arrestations de ceux qui aident les migrants, et des migrants eux-mêmes bien sûr, n'ont pas cessé avec l'hiver et le froid qu'il amène dans la vallée de la Roya, à la frontière italienne.

Alors que Pierre-Alain Mannoni a été relaxé par le tribunal de Nice le 6 janvier dernier, le parquet fait appel de la décision. Il était jugé pour avoir pris dans sa voiture trois Érythréennes, dont une mineure, pour les amener se faire soigner à Marseille par une association qui les attendait. Le tribunal correctionnel de Nice avait motivé sa relaxe en expliquant que M. Mannoni avait agi « pour préserver la dignité et l'intégrité » des personnes et pouvait donc bénéficier de l'immunité accordée par la loi.

Quelques jours avant, Cédric Herrou comparaisait. Ce paysan de la vallée a aidé des migrants à plusieurs reprises. Il en a logé des dizaines chez lui avant de les installer, avec l'aide de son association Roya citoyenne, dans un centre de vacances désaffecté de la SNCF. Le procureur a requis contre lui huit mois de prison avec sursis.

Le 6 janvier, le jour même de la relaxe de

Pierre-Alain Mannoni, quatre militants de Roya citoyenne ont été interpellés dans la vallée en compagnie de plusieurs migrants, dont des mineurs. Ils expliquent qu'ils n'avaient plus de place pour les loger et qu'ils ont décidé d'en emmener quelques-uns dans une maison sur une autre commune. Sinon, c'était dormir sous la tente, alors que la température était de moins trois degrés. Ils sont donc poursuivis pour aide à l'entrée, au séjour et à la circulation d'étrangers en situation irrégulière, et sont convoqués en mai au tribunal correctionnel de Nice.

Enfin, mercredi 18 janvier dans la nuit, Cédric Herrou a été arrêté à nouveau près de chez lui en compagnie de trois Érythréens. Alors qu'il était en garde à vue, deux fourgons et cinq voitures de police se sont garés près de sa ferme, une quinzaine de gendarmes casqués et armés ont surgi en courant

des véhicules pour faire irruption chez lui et perquisitionner. Ils ont emmené avec eux deux militants et trois mineurs, sous les yeux de l'infirmière de Médecins du monde, qui parle de « *maltraitance morale qui dépasse les limites* ». La garde à vue de Cédric Herrou a été prolongée de vingt-quatre heures.

Ce n'est pas fini puisque, le même soir, une journaliste, Lisa Giachiono, qui suivait un groupe de migrants sur la route de la vallée pour un reportage sur les migrants et ceux qui les

aident, a été arrêtée avec eux par une quinzaine de gendarmes. Elle a été relâchée lorsqu'ils ont été convaincus qu'il s'agissait d'un reportage. Mais ils lui ont conseillé pour le prochain de faire une demande à la préfecture!

Rien qu'en 2016, il y a eu près de 35 000 interpellations à la frontière, alors que 180 000 migrants avaient été secourus par les gardes-côtes italiens. Cédric Herrou est devenu le porte-parole de ceux qui aident les migrants à passer en France. Comme il le

proclamait au tribunal le 4 janvier : « *Même si vous me condamnez, le problème continuera!* »

Un des membres de Roya citoyenne qui doivent comparaître disait que, « *si on ne les aide pas, vu les conditions dans la vallée, ce ne sont plus des personnes en bonne santé que les gendarmes ramasseront, mais des morts* ».

La politique des autorités françaises est décidément une politique criminelle, tout autant que le silence criant du gouvernement.

Correspondant LO

La solidarité n'est pas un délit!

Au-delà du cas des militants de la vallée de la Roya, les autorités ont multiplié les tracasseries, voire les poursuites, contre des militants associatifs ou des personnes apportant leur aide aux migrants. La police, les préfets et autres procureurs ne pouvant démentir les poursuites pour « solidarité abusive », ils se servent de tout et n'importe quoi.

Le Manifeste publié par un collectif d'organisations associatives et syndicales

pour dénoncer cet acharnement explique par exemple que « *la réglementation qui sanctionne l'emploi d'un travailleur étranger sans autorisation de travail a servi à inquiéter des personnes qui, hébergeant des étrangers en situation irrégulière, acceptent que leurs hôtes les aident à effectuer des tâches domestiques* ». Il rapporte également le cas d'une personne inquiétée par la justice pour « *absence de ceinture de sécurité et d'un siège pour une*

fillette » à bord du camion qu'elle utilisait pour venir en aide à une famille de migrants.

Le simple réflexe d'humanité dont font preuve ces personnes, en aidant ceux qui fuient les guerres et la misère, devient un délit pour les autorités. Raison de plus pour soutenir tous ceux qui aident les migrants et pour exiger l'abandon de toute poursuite à leur rencontre.

Nadia Cantale

Suicide d'un jeune migrant : le gouvernement responsable

Vendredi 6 janvier, à Châlons-en-Champagne dans la Marne, un jeune migrant malien de 16 ans s'est jeté du huitième étage du foyer pour mineurs isolés où il résidait depuis fin novembre.

Arrivé en France en octobre dernier après avoir traversé la Libye et l'Italie, Denko Sissoko venait d'apprendre, après deux mois et demi d'attente, que les services de la protection de l'enfance avaient évalué son âge à plus de 18 ans, ce qui le rendait expulsable. D'après ses camarades de foyer, il n'aurait pas supporté l'idée que la police vienne l'arrêter et le mettre en prison.

Trois semaines plus tôt, un autre jeune du même foyer avait tenté de se suicider en se jetant du deuxième étage. Mercredi 11 janvier, lors d'une marche silencieuse qui a rassemblé 200 personnes à Châlons-en-Champagne en mémoire de Denko, une militante de RESF (Réseau éducation sans frontières) a dénoncé la situation de ces jeunes migrants : « *Ils sont tous terrorisés à l'idée de repartir... On leur dit, lors des entretiens*

d'évaluation, que s'ils ne sont pas reconnus mineurs, s'ils ont menti, si leur récit n'est pas cohérent, ils seront menottés, emmenés par la police, etc. » Dans le cortège, un autre jeune migrant, originaire de Côte d'Ivoire, a témoigné : « *Moi je n'arrive pas à dormir. C'est difficile. Avec tout ce que j'ai vécu, on se demande si on est venu pour être protégé ou pour être pourchassé.* »

L'humanité la plus élémentaire voudrait que le gouvernement accueille les migrants, qui fuient la misère et la guerre dont l'impérialisme français est en partie responsable. Le gouvernement les traite au contraire comme des criminels ou des indésirables. Le geste désespéré de Denko Sissoko rappelle combien cette politique est abjecte et meurtrière.

Julie Lemée



La Mure : la gendarmerie contre les sans-papiers d'Emmaüs

« *Un scandale absolu* » : c'est par ces mots, relevés dans la presse, que le président d'Emmaüs Grenoble a qualifié la descente de la gendarmerie au centre de La Mure, en Isère.

En effet, mercredi 18 janvier, trois sans-papiers, compagnons d'Emmaüs qui vivent et travaillent à La Mure ont été embarqués par les gendarmes venus contrôler tous les travailleurs du centre, et se sont vu

remettre des obligations de quitter le territoire (OQTF). Les gendarmes agissaient sur ordre du procureur de la République, sous prétexte de contrôle de travail dissimulé!

Vendredi 20, un rassemblement de soutien, réunissant plus d'une centaine de personnes venues de plusieurs départements, a été organisé devant la préfecture. La délégation reçue a obtenu un assouplissement des

délais des OQTF, ce qui devrait donner du temps pour faire des recours.

Au moment du dixième anniversaire de la mort de l'abbé Pierre, fondateur d'Emmaüs, dont les politiciens de droite et de gauche, et l'État lui-même, prétendent hypocritement saluer l'œuvre, cette ignominie vient rappeler qu'au drame des sans-papiers s'ajoute celui des sans-papiers.

Correspondant LO

Procès AZF : quinze ans après, toujours le même mépris pour les victimes

À l'occasion du troisième procès AZF, qui s'est ouvert le 24 janvier à Paris, la fédération CGT chimie a organisé la veille un rassemblement devant la tour Total à la Défense. Plusieurs délégations de syndicats de Total et de la chimie étaient représentées.

Le porte-parole de la fédération a rappelé devant les 150 personnes rassemblées la responsabilité de Total dans la catastrophe qui, rappelons-le, a tué 31 personnes (salariés, sous-traitants et riverains), blessé des milliers d'autres et balayé les quartiers populaires de Toulouse, faisant des dizaines de milliers de sinistrés.

Il est vrai que l'attitude dilatoire de la direction de Total depuis 2001 a bénéficié de la complicité de la justice, qui a cassé le jugement en appel de 2012 tout en condamnant l'industriel. C'est que les responsables de Total s'acharnent à se soustraire à toute condamnation, sans lésiner sur les millions, avec des armées

d'experts et d'avocats ainsi que de plumitifs plus ou moins journalistes. S'ils agissent ainsi, ce n'est pas pour éviter l'amende symbolique que la justice leur a déjà infligée lors de l'appel. Pour eux, il s'agit d'une question de principe: ils se considèrent intouchables et entendent bien le demeurer.

C'est aussi pour cela que bien des sinistrés, salariés ou riverains, considèrent que si la justice condamne les dirigeants de Total, même partiellement, ce serait une victoire.

Le 24 janvier, lors de l'ouverture du procès devant la cour d'appel dans la capitale, mais aussi à Toulouse où celui-ci était retransmis dans une salle, l'Association des sinistrés du 21 septembre et



Lors du rassemblement du 24 janvier.

l'association Plus jamais ça, organisaient des rassemblements pour rappeler notamment que ce procès, ayant lieu à Paris, ne permettait pas réellement aux victimes d'y être présentes. Ce choix, comme l'exiguïté de la salle d'audience elle-même, alors qu'il y a 2700 parties civiles, ou l'insuffisance des micros rendant inaudibles beaucoup d'interventions, sont

bien révélateurs du mépris à l'égard des victimes... mépris qui dure depuis quinze ans. Et la trentaine de manifestants, eux, ont voulu se faire entendre devant les médias présents pour l'occasion.

Alors, quinze ans après, certains se demandent encore si on connaîtra un jour la vérité sur les circonstances de l'explosion. Mais en fait cette vérité est

connue: Total, en bon capitaliste, a fait passer les profits avant la sécurité. Un travailleur d'AZF l'avait rappelé à la barre du procès de 2012: «*Le patron se souciait beaucoup plus de la sécurité de la production que de celle de la gestion des déchets. Et c'est la poubelle de l'usine qui a explosé. Quel patron se soucie de sa poubelle?*»

Correspondant LO

ASS et AAH : handicapé et chômeur, la double peine

Depuis le 1^{er} janvier, les personnes handicapées qui sont depuis longtemps au chômage n'ont plus la possibilité de cumuler l'allocation adulte handicapé (AAH) avec l'allocation spécifique de solidarité (ASS) versée aux chômeurs en fin de droits. Ce cumul, qui pourtant ne pouvait dépasser la somme de 1 296 euros au maximum, a été jugé exorbitant par le gouvernement.

Cette décision a été votée dans le cadre de la loi de finances fin décembre. Dans le document préparatoire,

le gouvernement assénait que «*cette situation non souhaitée, qui conduit une personne sans activité à percevoir des montants supérieurs à ceux d'un salarié au smic à temps plein, doit être revue*». Autrement dit, ces personnes qui subissaient déjà une double peine – être handicapé et avoir été privé d'emploi – en subiront une troisième, financière celle-là. Dorénavant, la personne handicapée qui touche une allocation maximum de 808,45 euros ne pourra plus demander à bénéficier de

l'allocation de fin de droits au chômage. Un chômeur percevant l'ASS pourra toujours demander l'AAH, si son handicap dépasse un certain taux d'incapacité. Mais, s'il obtient la deuxième, il perdra la première.

Quant aux 35 000 personnes qui touchent actuellement les deux allocations, elles continueront à percevoir le cumul... mais seulement pendant dix ans. Après, elles retomberont dans la règle du non-cumul. C'est-à-dire qu'elles toucheront 808,45 euros au grand

maximum. Car, rappelons-le, ces allocations sont soumises à de multiples restrictions. En particulier, elles sont soumises à des conditions de ressources, y compris celles du conjoint.

Le gouvernement a

annoncé qu'il comptait faire 150 millions d'économies grâce à cette mesure. Ce sera 150 millions pris dans les poches des handicapés au chômage. Tout un programme.

Bertrand Gordes

Autoroutes : direction profit

Comme nombre d'autres, les sociétés concessionnaires d'autoroutes ont profité du système du CICE (crédit d'impôt compétitivité-emploi). La CGT transport vient de révéler que «*sur les trois dernières années, les cinq principales sociétés d'autoroutes se sont partagé environ 41,5 millions d'euros. Dans le même temps, ce sont près de 1 340 emplois qui ont été supprimés, avec des départs naturels non remplacés, des licenciements ou des ruptures conventionnelles.*»

Une fois de plus, il apparaît que, comme l'a déjà mis en lumière un rapport officiel, ce système n'a aucun effet positif pour les travailleurs, ni sur les salaires, ni sur l'embauche. Les seuls bénéficiaires en

sont les capitalistes. En l'occurrence, pour l'année 2015, les sept sociétés d'autoroutes ont vu leurs bénéfices globaux augmenter de 15 %, ce qui, reversé dans le panier des actionnaires à hauteur de 3,3 milliards d'euros, a plus que doublé leurs dividendes en un an.

Évidemment, les patrons de ces sociétés s'enrichissent déjà d'autres façons. Comme les autres, ils réduisent les effectifs, passés en dix ans, depuis la privatisation, de 20 000 à 14 000 salariés. Ils commandent les travaux d'entretien nécessaires à leurs filiales, et dépensent donc en circuit fermé. Enfin, ils n'omettent pas d'augmenter régulièrement les péages, de 20 % en dix ans, ce qui

sera le cas de nouveau en février, l'État les autorisant à dépasser le taux de l'inflation pour, paraît-il, compenser leurs investissements.

Riches à milliards, ces sociétés se rachètent l'une l'autre pour grossir encore, comme Abertis qui vient d'aligner 491 millions pour acquérir les parts de la Caisse des dépôts et consignations dans la Sanef. Elles espèrent toutes pouvoir tranquillement envisager leur avenir, ayant vu leur concession prolongée par l'État jusqu'en 2031 ou même 2036. Sauf accident de parcours, lorsque par exemple des travailleurs organisent des opérations péage gratuit pour alimenter leur caisse de grève.

Viviane Lafont

Fil rouge

Hollande prend de la hauteur

Durant le premier tour de la primaire socialiste, Hollande a choisi de se rendre au Chili. Il a visité, entre autres, un immense parc photovoltaïque situé dans le désert d'Atacama. De quoi prendre de la hauteur, le désert se trouvant à cet endroit à 1 700 mètres d'altitude.

Pour les candidats socialistes, il était sans doute préférable qu'il se fasse oublier. Rappeler par sa présence aux électeurs que, de Hamon à Valls en passant par Montebourg, tous ont été ministres durant son quinquennat n'était sûrement pas leur rendre service. Quant à trouver un endroit de la planète encore plus isolé que le désert chilien, il ne restait plus guère que l'Antarctique avec ses manchots.

Un mormon chez Fillon

L'équipe de campagne de Fillon compte dans son pôle fiscalité un certain Dominique Calmels, directeur financier d'Accenture.

Ce monsieur est également prêtre de l'église de Jésus-Christ des saints des derniers jours, autrement dit les Mormons. Cette secte américaine, basée à Salt Lake City dans l'Utah, a longtemps pratiqué la polygamie. Contre la théorie de l'évolution, les Mormons soutiennent que le premier homme sur terre, Adam, a été créé par Dieu. Ils sont contre l'avortement et Calmels se dit favorable à ce que «*les jeunes femmes gardent le bébé jusqu'au bout*». Ils interdisent également l'homosexualité et toute sexualité en dehors des liens sacrés du mariage.

Des gens de progrès, quoi!



Nathalie Arthaud, candidate communiste

300 euros d'augmentation pour tous, pas de salaire inférieur à 1800 euros net

En campagne pour l'élection présidentielle, Nathalie Arthaud continue à tenir des réunions publiques, comme elle l'a fait à Besançon le 14 janvier, à Annonay le 18 janvier et à Valence le 19 janvier. Elle y a défendu la nécessité de faire entendre le camp des travailleurs et un programme de revendications répondant aux besoins les plus vitaux des classes populaires. Elle a notamment affirmé la nécessité d'une augmentation des salaires, des pensions et des allocations, et d'imposer leur indexation sur le coût de la vie.

La CGT met en avant la revendication de 1800 euros par mois. Et il suffit de faire ses comptes. Il faut payer entre 500 et 700 euros pour le loyer ou le crédit logement, et parfois bien davantage; 50 ou 100 euros par mois pour

le gaz, l'électricité, l'eau; 50 ou 100 euros pour les assurances, la complémentaire santé. Il faut payer l'accès à Internet, le téléphone portable. Il faut payer les traites de la voiture, l'assurer, faire le plein, c'est encore 400 ou

500 euros minimum qui s'en vont.

Il faut encore payer les impôts sur le revenu, la taxe d'habitation. À la fin, il reste moins d'une vingtaine d'euros par jour, pour payer nourriture, vêtements et autres articles de consommation courante ou encore quelques sorties, l'accès aux loisirs et à la culture. Et, avec des enfants, c'est encore bien plus serré.

(...) Alors oui, il faut un minimum de 1800 euros net par mois et une augmentation de 300 euros de tous les salaires. Et, pour que ces hausses soient durables, il

faut que les salaires, les pensions de retraite suivent les augmentations du coût de la vie, celles des loyers, du gaz, des mutuelles, des impôts et taxes. On nous dit qu'il n'y a plus d'inflation, mais il suffit de comparer sa taxe d'habitation, sa facture d'électricité ou d'assurance pour voir que les prix augmentent. Eh bien, il faut que nos salaires et nos pensions suivent!

De bonnes âmes, très bien payées, m'ont déjà expliqué à maintes reprises que ce programme est complètement utopique et qu'il forcerait nombre d'entreprises à mettre la clé sous la porte.

Je parle de 1800 euros par mois et on me parle d'utopie! C'est donc de l'utopie d'espérer vivre sans avoir à compter le moindre euro? C'est de l'utopie d'espérer pouvoir se chauffer comme il faut, payer des études à ses enfants, le permis?

Mais les Carlos Ghosn, les Tavares, les PDG des grandes entreprises, les Arnault, Bettencourt avec leurs dizaines de milliards ne vivent pas dans l'utopie. Ils vivent dans le monde réel, dans notre monde. Alors dire que 1800 euros est de l'utopie, c'est un choix de classe!

Il faut un parti pour les travailleurs

À Valence, Nathalie Arthaud a évoqué la question du parti.

Nous n'avons pas encore de parti à opposer à la bourgeoisie. (...) Si les conditions d'existence des travailleurs reculent depuis des décennies, s'ils sont désorientés, si la confusion règne dans beaucoup de têtes, c'est qu'il n'y a plus de parti ouvrier digne de ce nom depuis longtemps.

Le vote pour ma candidature permettra, le temps d'une élection, de faire apparaître les travailleurs comme une force politique, comme un camp politique. Mais il faut qu'il se maintienne après les élections. Car les travailleurs n'ont pas seulement besoin d'exprimer leurs intérêts au moment des élections, ils ont besoin de mener le combat tous les jours; au quotidien dans les entreprises, en permanence contre la politique

antiouvrière relayée par les gouvernements. Cela, c'est le rôle d'un parti.

Il faut un parti qui affirme que la société est divisée en deux classes aux intérêts irréconciliables et que nous devons nous battre, en ne comptant que sur nos propres forces pour défendre notre droit à l'existence. Un parti qui affirmera que les travailleurs peuvent se passer du grand capital parce que ce sont eux qui font tout fonctionner dans la société.

Voter, ce n'est pas encore construire un parti. Mais c'est déjà se rassembler de façon ponctuelle derrière un drapeau. Et, d'élection en élection, de mouvements de grève en manifestations, cela participe de la construction du parti. Alors, votez et entraînez les gens autour de vous pour faire entendre le camp des travailleurs et aidez-nous à construire un parti pour les travailleurs.



Meeting de Valence

Revenu universel ou répartition du travail entre tous ?

Le revenu universel proposé par Benoît Hamon, loin d'être un projet généreux et novateur, a tous les traits d'une mesure de charité.

Ce revenu versé à chacun pourrait se monter à 750 euros par mois d'ici 2020. Hamon prétend donc éradiquer la grande pauvreté en proposant de vivre avec un revenu qui est inférieur au seuil actuel de la pauvreté. C'est indécent!

Pour Hamon, le chômage de masse est inévitable et

il en accuse la robotisation. Dès lors, pour lui, il n'y aurait rien d'autre à faire que verser une aumône aux travailleurs licenciés. C'est scandaleux, car c'est prôner la résignation aux travailleurs, et c'est faux car le seul responsable du chômage est le patronat, qui licencie à tour de bras et augmente les cadences pour faire toujours plus de profits.

Valls critique le coût de cette mesure, allant jusqu'à dire qu'elle ruinerait le pays.

Pour lui, rien n'est jamais trop cher quand l'argent public est donné au patronat mais c'est toujours ruineux quand il va à la population. Il s'oppose à cette mesure au nom de la société du travail, lui qui a laissé le patronat fermer les usines et licencier quand il était Premier ministre.

Garantir un travail pour tous avec un salaire décent, il n'y a pas d'autre moyen d'en finir avec la pauvreté.

Arnaud Louvet



Nathalie Arthaud

Suivre

#Sanofi distribue 6,6 mds aux actionnaires en 2016 (= 60 545 € /salarié) et supprime emplois ! Interdiction ! Des embauches !

4000 euros : cauchemar pour l'un, rêve pour beaucoup d'autres

Gérard Collomb n'est pas « tombé à 4000 euros par mois », comme il l'a déclaré il y a quelques jours, après que le Sénat l'a sanctionné financièrement pour ses nombreuses absences.

Un article du quotidien régional *Le Progrès* montre

que son revenu mensuel approche, voire dépasse les 20000 euros par mois. Si les indemnités du sénateur, maire de Lyon et président de la métropole, sont en effet plafonnées à 8272 euros brut, il touche une indemnité de fonction, une indemnité

pour frais de mandat mais aussi sa retraite de professeur agrégé de l'Éducation nationale. *Le Progrès* a même oublié sa retraite de conseiller régional, qui s'élève à 1400 euros.

De telles sommes ne peuvent que laisser songeurs

ceux qui doivent survivre avec le smic, le minimum vieillesse ou le RSA, et tous les salariés dont les salaires sont bloqués.

Collomb a déclaré que sa baisse de revenus est « un vrai cauchemar ». C'est l'aveu que les salariés, les retraités ou

les pensionnés n'ont aucune raison d'accepter de se serrer la ceinture. 1800 euros net par mois seraient vraiment un minimum et, pour beaucoup, 4000 euros ne sont pas un cauchemar, mais un beau rêve.

X.L.



Un emploi pour tous, c'est possible !

Primes à l'emploi, plan de 500 000 formations lancé par le gouvernement en début d'année, radiations administratives, rien n'y fait : le chômage continue à augmenter. D'après les chiffres rendus publics mardi 24 janvier par le ministère du Travail, le nombre de chômeurs a augmenté en décembre 2016 de 26 100 en France métropolitaine, soit une hausse de 0,8 %.

Le gouvernement a beau proclamer que la tendance est clairement favorable, il ne convaincra pas grand-monde. Et certainement pas les centaines de milliers de femmes et d'hommes qui ne se voient proposer que des

CDD, des missions d'intérim et encore d'autres formes d'emploi précaire. Certainement pas non plus la grande masse des jeunes, dont près d'un quart sont au chômage.

Le chômage ainsi que la pauvreté et la misère qui en

sont la conséquence ne sont pourtant pas une fatalité. La responsabilité en incombe au patronat qui ne cesse de supprimer des emplois, mois après mois, pour maintenir ses profits. Il y aurait une façon simple de mettre au moins un coup d'arrêt à cette catastrophe sociale : imposer l'interdiction des licenciements et des plans de suppression d'emplois, à commencer par les entreprises qui font des bénéfices, sous peine d'expropriation.

Parallèlement, il faut soulager ceux qui ont un emploi, en diminuant leur temps de travail et en répartissant le travail entre tous, en créant de vrais emplois, avec un salaire complet permettant de vivre correctement.

Éradiquer le chômage, c'est une nécessité et c'est possible. À la condition de s'en prendre aux profits et au droit de licencier des capitalistes.

Marc Rémy

Interdiction des licenciements !

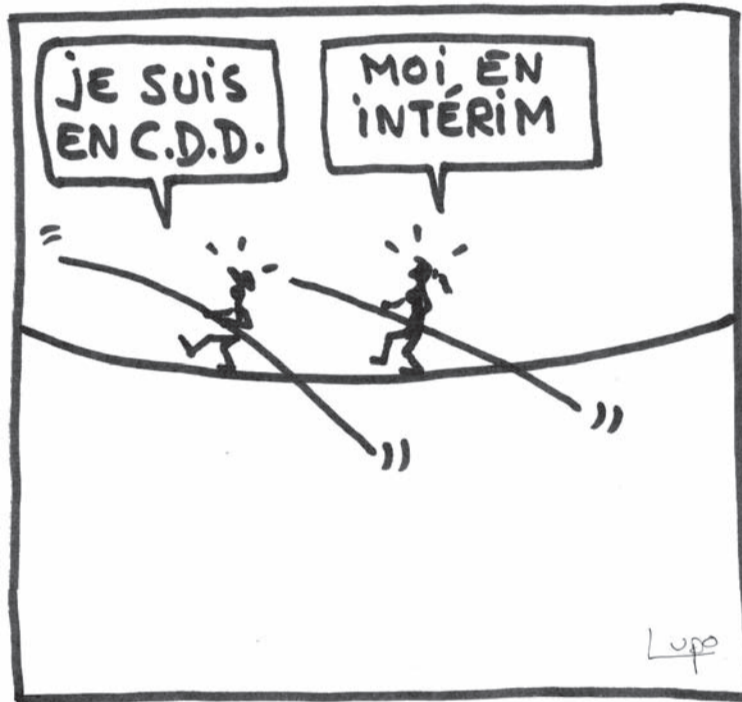
GM&S Industry, sous-traitant automobile à La Souterraine, est en redressement judiciaire depuis le 2 décembre. Les salaires de décembre n'ont pas été payés et les 283 emplois sont sur la sellette. Au-delà des travailleurs et de leurs familles, la liquidation de cette usine, l'un des principaux employeurs de cette ville de 6000 habitants de la Creuse, est une catastrophe sociale pour toute la région.

GM&S Industry fait partie de ces PME dont on nous explique qu'elles ne pourraient survivre à une mesure aussi radicale que l'interdiction des licenciements. Rappelons d'abord qu'au fil des ans les repreneurs successifs de cette usine métallurgique ont engrangé des millions d'aides publiques,

des aides à l'aménagement du territoire à celles du FMEA (Fonds de modernisation des équipementiers automobiles) qui a versé plus de cinq millions d'euros au précédent propriétaire en 2009, sans oublier le CICE qu'a touché le patron actuel.

Au-delà du comportement de requins des différents repreneurs, il y a celui des donneurs d'ordres, en particulier de Renault et PSA, qui représentent 85 % du chiffre d'affaires de GM&S. Et c'est bien eux qui ont organisé l'asphyxie de l'usine en retirant leurs commandes.

Alors, la moindre des choses serait de les obliger à assurer un salaire et un emploi à ces 283 travailleurs. C'est sur les profits et les dividendes des actionnaires



de ces grands groupes que l'on doit prendre pour assurer un travail et un salaire

correct à tous et interdire tout licenciement.

Nadia Cantale

Le protectionnisme ne protège que les patrons

Le 19 janvier, Mélenchon, en meeting à Florange, a défendu le protectionnisme. Mais, même affublé de l'adjectif « social », pour se démarquer de ses rivaux sur le terrain électoral, notamment Le Pen, c'est là une politique pour les patrons, tout comme d'ailleurs le libre-échange. Vouloir choisir entre ces deux options, c'est raisonner du point de vue des problèmes de la bourgeoisie et priver la classe ouvrière d'une politique propre.

Les adeptes du protectionnisme prétendent que cela pourrait protéger les classes populaires d'un pays. Mais c'est faux. Tant que l'économie est aux mains des capitalistes, défendre le protectionnisme revient à se ranger derrière les patrons nationaux contre leurs concurrents d'autres pays. C'est rendre les travailleurs solidaires de leurs exploités sous prétexte qu'ils ont la même nationalité qu'eux.

Les patrons comptent chacun sur leur État pour protéger leur marché national,

pour en faire leur chasse gardée. Une politique protectionniste aurait l'avantage pour eux de limiter la concurrence et de leur permettre d'augmenter les prix. Mais ce n'est pas l'intérêt des classes populaires, qui en paieraient les conséquences. Ainsi, aux Antilles, les entreprises des transports et de la distribution profitent d'une situation de monopole pour imposer des prix exorbitants.

La protection des entreprises contre la concurrence sert d'ailleurs aussi à

justifier le soutien financier que l'État leur fournit... et qu'il prend pour cela aux classes populaires.

Certains protectionnistes prétendent combattre le fait que les marchandises en provenance d'autres pays seraient moins chères parce qu'elles sont produites dans des conditions de travail plus mauvaises. Mais les capitalistes bien français n'hésitent pas à exploiter la main-d'œuvre bon marché des pays pauvres. Leur problème n'est pas la nationalité des ouvriers qui produisent, mais le nom du capitaliste qui empêche le profit ! Les travailleurs n'ont pas à défendre les entreprises de leur pays contre leurs concurrentes mais bien, partout, à combattre la dégradation des conditions de travail.

Enfin, le plus grand danger pour les travailleurs qui se laisseraient attirer par la propagande protectionniste

serait de se laisser diviser selon leur nationalité. Les grands patrons de différents pays sont en concurrence entre eux, mais les travailleurs ne le sont pas : ils ont des intérêts communs, qu'ils ne peuvent défendre que s'ils en sont conscients et ne laissent pas leur colère et leur énergie être détournées des vrais responsables de la situation, pour se tourner contre leurs frères de classe.

Sur toute la planète, les patrons veulent produire plus avec moins de travailleurs et étendent le fléau du chômage. Mais ce n'est pas en prenant la défense d'une fraction des capitalistes que la classe ouvrière fera reculer celui-ci, mais en imposant la répartition du travail entre tous, sans perte de salaire, et l'unification des conditions de rémunération et d'emploi.

Nicolas Carl

• Réunions publiques

• Mulhouse

• Samedi 28 janvier à 16h30

• Société industrielle de Mulhouse

• 10, rue de la Bourse

• Le Havre

• Jeudi 2 février à 19 heures

• Salle René Cassin

• 130, rue Anatole-France

• Montpellier

• Vendredi 3 février à 20 heures

• Salon du Belvédère Corum

• Esplanade Charles-de-Gaulle

• Nice

• Samedi 4 février à 15 heures

• Splendid Hotel

• 50, boulevard Victor-Hugo

• Troyes

• Mardi 7 février à 19h30

• Hôtel du Petit Louvre

• 1, rue Linard-Gonthier

• Caen

• Jeudi 9 février à 20 heures

• Centre des Congrès

• 13, rue Albert-Sorel

• Belfort

• Samedi 11 février à 16 heures

• Maison du peuple

• Place de la Résistance

• Meeting Paris

• Dimanche 26 mars à 15 heures

• Eurosites

• Dock Pullman

• Bâtiment 137

• Avenue des Magasins-Général

• Saint-Denis

• Aubervilliers

• Métro : Front Populaire

Grande-Bretagne : avant même le Brexit, profits records et baisse du pouvoir d'achat

Après environ quatre mois de procédure, la Cour suprême britannique a finalement donné tort au Premier ministre Theresa May : avant d'invoquer l'article 50 du traité de Lisbonne qui régit la procédure de retrait d'un État membre de l'Union européenne, ce qu'elle prévoyait de faire fin mars, May devra obtenir l'aval du Parlement.

Cela changera-t-il quelque chose au Brexit? Rien d'essentiel a priori. Car, malgré sa rhétorique pseudo-radical, le leader travailliste Jeremy Corbyn a d'ores et déjà annoncé que son parti ne ferait pas obstacle à cette procédure, au nom du respect de la volonté souveraine du peuple. Et tant pis pour les 72% de l'électorat qui n'ont pas voté pour le Brexit lors du référendum du 23 juin dernier!

Néanmoins, ce jugement pourrait bien se révéler embarrassant pour May. Car, si elle est certaine d'obtenir le soutien du Parlement, cela pourrait bien être au prix d'amendements lui imposant une certaine transparence dans les négociations. Or c'est bien cela qu'elle voulait éviter, à la fois pour se

protéger contre les surenchères xénophobes qui secouent toujours son propre parti et pour ne pas prêter le flanc aux critiques des partis d'opposition, tout en défendant les intérêts du capital britannique.

C'est justement pour ces raisons qu'à ce jour May s'est bien gardée de dévoiler ses intentions. Au point que l'hebdomadaire du monde des affaires *The Economist* lui a décerné le sobriquet de « Theresa Maybe » (*maybe* signifiant *peut-être* en anglais) et l'Oscar de l'indécision de l'année.

Sans doute la presse internationale a-t-elle voulu voir dans son discours de Davos du 17 janvier une prise de position en faveur d'un Brexit dur. Mais en réalité, comme dans tous ses discours précédents,

on pouvait y trouver à peu près tout et son contraire. D'un côté, May a offert une lapalissade aux acharnés du Brexit en précisant que le fait de quitter l'UE impliquait de quitter son union douanière. De l'autre, elle a tenté de rassurer les adversaires du Brexit en affirmant son désir de voir l'UE prospérer. Enfin, pour calmer les inquiétudes des milieux d'affaires britanniques, elle s'est prononcée pour un « bon accord pour la Grande-Bretagne mais aussi pour l'UE ».

Tout cela est sans doute en grande partie de la langue de bois diplomatique. Mais pas seulement. D'abord parce que les ténors de la finance britannique, très présents à Davos, discutaient tout à fait ouvertement du transfert de dizaines de milliers d'emplois de Londres vers les capitales européennes, à titre de précaution. Mais aussi parce que, comme dans chacun de ses discours précédents, May a tenu à ajouter un couplet promettant de s'attaquer

aux inégalités « inacceptables » qui existent en Grande-Bretagne, ou encore de remédier à la situation catastrophique de nombreux retraités.

Bien sûr, ces bonnes paroles adressées aux classes laborieuses ne sont que du vent. Mais elles cherchent à répondre à un mécontentement populaire qui pourrait bien finir par s'exprimer. Car l'ensemble du système de protection sociale continue à se dégrader du fait des réductions budgétaires, tandis que la pauvreté et la précarité du travail continuent à s'étendre. Comme seul dividende du Brexit, les classes populaires doivent se contenter des hausses de prix dans les supermarchés, du fait de la dégringolade du cours de la livre depuis juin dernier.

Et tout cela alors que, dans le même temps, les cours de la Bourse de Londres battent des records historiques. Pour une raison bien simple d'ailleurs : les 100 plus grandes entreprises qui constituent l'essentiel de la capitalisation

de la Bourse réalisent plus des trois quarts de leur chiffre d'affaires en euros et en dollars. Du coup, leurs bénéfices exprimés en livres augmentent, en même temps que leurs dividendes : pour le seul troisième trimestre 2016, les dividendes versés ont augmenté de 2,5 milliards de livres par rapport à l'année précédente, soit une hausse de 10%! Pendant ce temps, les 20% de foyers les plus pauvres ont toujours un revenu moyen inférieur à ce qu'il était en 2007.

Alors, oui, la classe ouvrière aurait toutes les raisons de se sentir flouée par les démagogues qui l'ont entraînée sur le chemin du Brexit et d'être révoltée par l'insolence avec laquelle les capitalistes tirent leur épingle du jeu. De même qu'elle aurait toutes les raisons de vouloir le leur faire payer, pour ne pas avoir à en faire les frais elle-même. On n'en n'est pas encore là, sans doute. Mais c'est certainement ce que l'on peut souhaiter.

François Rouleau

États-Unis : la marche des femmes

Nous reproduisons ci-dessous l'article paru le 23 janvier dans le bimensuel trotskyste américain *The Spark*, après les manifestations qui ont marqué l'intronisation du nouveau président des États-Unis.

Un demi-million de personnes se sont rassemblées à Washington le 21 janvier, le lendemain de l'intronisation de Trump à la présidence des États-Unis. Elles ont défilé pour défendre les droits des femmes, leur droit à l'avortement et à la contraception ainsi qu'à l'égalité salariale. De nombreuses pancartes indiquaient que les droits des femmes sont liés à d'autres combats : pour un niveau de vie décent, pour les droits politiques des immigrants, pour l'égalité raciale et contre les violences policières.

Les manifestants sont venus en voiture, par bus, par train ; ils ont engorgé les transports en commun. Il y a eu un millier de plus de bus convergeant sur Washington que la veille pour la cérémonie officielle en l'honneur de Trump.

Des centaines de milliers de personnes ont manifesté dans d'autres villes : 400 000 à New York, 250 000 à Chicago et à Los Angeles, 150 000 à Boston. Environ 3 millions de personnes

ont protesté dans 700 villes américaines. Pour certains, il s'agissait de la première manifestation de leur vie.

Il est évident qu'une seule marche ne pourra pas arrêter les attaques contre les droits des femmes. Mais cette marche a montré la détermination des femmes à se battre pour elles-mêmes. Et c'est probablement le résultat le plus important de cette gigantesque mobilisation.

Cela peut donner du courage à d'autres catégories qui veulent se battre. Cette impatience et cette volonté d'agir peuvent contaminer les travailleurs dans les usines et les quartiers populaires et les pousser à contraindre, par la grève, les patrons à honorer les promesses de Trump en matière de création d'emplois.

En soi cette marche n'arrêtera pas la politique de plus en plus réactionnaire menée par les deux partis, républicain et démocrate. Mais c'est une base de départ importante. Souvenons-nous que les démocrates, qui



La manifestation à Washington.

ont encouragé ces manifestations maintenant que les républicains sont au pouvoir, n'ont jamais appelé à la mobilisation de rue pendant

les huit dernières années où ils étaient au pouvoir et se plaignaient d'être bloqués par l'obstruction des républicains.

Les changements dont nous avons besoin viendront de nous-mêmes et de notre volonté de nous battre.

The Spark

Des millions de femmes lui disent : "Trump, t'as pas gagné!"

Dans 600 villes dans le monde, des manifestations contre Trump ont eu lieu, à l'initiative d'organisations féministes, pour dénoncer les affirmations misogynes du nouveau président américain.

Au-delà des frontières américaines, en Australie et en Nouvelle-Zélande, des milliers de personnes ont manifesté, des cortèges ont défilé à Budapest,

Berlin, Genève, Londres. À Paris, les manifestants se sont réunis place du Trocadéro.

Les féministes et au-delà ont bien raison de montrer par cette démonstration de force qu'ils comptent résister aux idées racistes et réactionnaires portées par Trump, mais pas seulement par lui. Comme le disait l'un des manifestants à Paris :

« Je m'entraîne à marcher pour les mouvements sociaux à venir. » Aux États-Unis comme en Europe, les droits des femmes ou des Noirs ont été arrachés au terme de luttes opiniâtres. Ces combats sont encore d'actualité et il est heureux que, de par le monde, des femmes et des hommes soient prêts à les mener.

Léna Pigalli

Côte d'Ivoire : la colère monte

En Côte d'Ivoire, des mutineries de l'armée ont eu lieu début janvier dans plusieurs régions. Dans le même temps s'est déroulée une grève générale des fonctionnaires. Lundi 23 janvier, ce sont les pompiers qui ont manifesté avant d'être dispersés par les forces de répression. Nos camarades de l'Union africaine des travailleurs communistes internationalistes (UATCI-UCI) décrivent dans leur journal *Le Pouvoir aux Travailleurs* la contestation sociale qui règne aujourd'hui dans le pays.

Les mutineries

Comme une traînée de poudre depuis Bouaké, les soldats des différentes garnisons du pays ont rallié le mouvement de colère des soldats. Le samedi 7 janvier, les soldats du plus grand camp militaire d'Abidjan sont aussi entrés en mutinerie. Ils se sont manifestés par des rafales de tirs à l'intérieur de la caserne... À Bouaké, aucun véhicule n'était autorisé à entrer ou à sortir. La ville était sous le contrôle des mutins qui y paraissaient dans des véhicules arrachés à la police

ou aux particuliers.

Les mutins réclament le versement d'une prime dite "Ecomog", la revalorisation de leurs salaires, la réduction du temps de passage des grades supérieurs à quatre ans au lieu de sept, et un logement pour chacun d'eux. Sur une chaîne de radio, l'un des porte-parole dit : « Dans l'armée, nous n'avons pas de syndicats, c'est le seul moyen que nous avons de nous exprimer. On ne veut de mal à personne, mais le président doit nous entendre. » Et le président semble les avoir entendus...

Actuellement, la population ivoirienne vit dans une certaine contradiction. D'un côté, il y a les grands discours du gouvernement sur la croissance économique et sa politique de grands travaux, de l'autre, il y a le quotidien morose de la plupart des Ivoiriens. C'est à vue d'œil que les usines, les autoroutes, les échangeurs et autres bâtiments cosus fleurissent à travers le pays, les grosses cylindrées battent de plus en plus le pavé des villes, confirmant bien une embellie dans les affaires, sans aucune retombée pour les petites gens. Bien au contraire, le loyer, le prix du transport et des produits de première nécessité sont en hausse continue. La grogne est palpable au sein de la population. Les soldats du rang qui font partie du petit peuple n'échappent donc pas au mécontentement général. Ils ne sont pas plus de dix mille mais comme ils savent

faire parler la poudre, les autorités sont bien obligées de leur prêter une oreille attentive...

La grève des fonctionnaires

Voilà bientôt une semaine qu'une grève de fonctionnaires et agents de l'État (officiellement 200 000 personnes) est largement suivie. Et pourtant cela n'a pas l'air d'indisposer les dirigeants du pays...

C'est une attaque du gouvernement sur la retraite des fonctionnaires qui est à l'origine de ce mouvement de grève qui touche notamment les secteurs de la santé, de l'administration, et de l'enseignement.

En effet, le gouvernement veut appliquer une réforme sur la retraite décidée en 2012. Il voudrait baisser la pension de retraite des fonctionnaires au niveau de celle du secteur privé, tout en augmentant la cotisation. De plus, en cas de décès, le conjoint vivant devra attendre cinq ans de plus avant de percevoir cette pension.

Mais les fonctionnaires ont de nombreuses autres revendications à faire valoir. Parmi elles, il y a l'intégration des journaliers de la fonction publique.

D'autant plus que certains d'entre eux continuent même à être payés au taux de l'ancien smig. Les enseignants, de leur côté, ont des arriérés impayés. De façon générale, les fonctionnaires demandent une revalorisation de leurs salaires et une amélioration de leurs conditions de travail, mais le gouvernement demeure sourd face à leurs revendications, d'autant plus qu'il semble considérer que cette grève ne le gêne pas pour l'instant outre mesure...

Le gouvernement a d'autant moins peur de ce mouvement de grève que les dirigeants qui sont à sa tête ne proposent aucune politique pour tenter de l'étendre vers les travailleurs du secteur privé, notamment vers les ouvriers de l'industrie, du bâtiment et du port. Ils ne proposent même pas de l'étendre vers les enseignants du privé ou des cliniques privées, etc. Pourtant tous ceux-là ont encore plus de problèmes de salaire et de conditions de travail qui ne cessent de se dégrader, et pourraient facilement se rallier à ce mouvement de grève. Ce qui pourrait changer radicalement le rapport de force.

Le Pouvoir aux Travailleurs



Mexique : la hausse des carburants déclenche des émeutes

La hausse du prix de l'essence de 20 % et du diesel de 16,5 % au 1^{er} janvier a déclenché une réaction de colère populaire qui a touché les deux tiers des trente-deux États du Mexique.

Au moins un millier de magasins ont été pillés. Et il y a eu de nombreux affrontements avec la police, 1 500 arrestations et cinq morts. On a pu voir aussi des dizaines de milliers de magasins fermés par crainte des émeutes, mais aussi des policiers participant eux-mêmes au pillage et un gouverneur d'État qui tentait de calmer la population en distribuant des bons d'achats payés sur ses propres deniers. Et la colère ne retombe pas ; les manifestations se multiplient.

Dans ce pays, grand producteur de pétrole mais aussi importateur de carburants, l'augmentation des prix découle d'une réforme prise en 2013 par le gouvernement du président Peña Nieto et qui a entraîné cette année la fin des subventions qui minoraient jusqu'à présent les prix.

L'objectif de la réforme énergétique était d'ouvrir le marché des carburants à la concurrence.

Pour tenter de calmer la colère, le président mexicain a dit que la hausse des prix des carburants ne découle pas de sa réforme mais de la hausse sur le marché mondial. Il affirme aussi que la hausse des prix est un sacrifice nécessaire pour préserver les programmes sociaux. De même, il a annoncé une baisse de 10 % des salaires des fonctionnaires les mieux payés.

Ces arguments ne convainquent personne, ni la population, ni les syndicats, ni les universitaires, ni le patronat, ni l'épiscopat, ni même les politiciens, y compris ceux qui avaient voté il y a quelque temps une hausse des taxes sur les carburants ; taxes qui

représentent 36 % du prix.

Toutes les institutions réclament que le gouvernement revienne en arrière sur les hausses de carburant. En effet, si elles étaient maintenues, elles tireraient tous les prix des denrées alimentaires vers le haut. En une semaine, le prix du kilo de tortilla, la galette de maïs dont se nourrissent les Mexicains, a augmenté de 3 à 6 % selon les régions du pays.

La réaction populaire

contre l'actuel gouvernement, que celui-ci n'avait pas du tout anticipée, a entraîné une crise politique. Le parti au pouvoir, le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), accuse l'opposition du Parti de la révolution démocratique (PRD) et son principal dirigeant Andrés Manuel López Obrador (AMLO) de vouloir tirer parti de cette colère.

Pour le PRI, cela tombe mal. L'élection de Peña Nieto, en 2012, avait déclenché

des manifestations massives, tant le résultat de l'élection était douteux. Il y a eu ensuite la mort scandaleuse de 43 étudiants d'Iguala, massacrés par des nervis d'un gang de la drogue, agissant pour des politiciens locaux. Il y a maintenant ces émeutes d'une ampleur inédite. À un an de l'élection présidentielle, le PRI a des raisons de craindre de perdre la partie.

Jacques Fontenoy



Pillage de magasin.

SNCF – Noisy-le-Sec : les cheminots du tram-train se font respecter

À l'atelier SNCF du tram-train, à proximité de la gare de Noisy-le-Sec où travaillent une trentaine de cheminots tous services confondus, la quasi-totalité des agents de Maintenance, soit une quinzaine, ont fait grève deux nuits et deux jours du lundi 9 au soir jusqu'au mercredi 11 janvier.

Ces agents assurent la maintenance des rames de la ligne Aulnay-Bondy, en Seine-Saint-Denis. L'atelier a été ouvert l'été dernier et les deux principaux cadres dirigeants ont des méthodes de travail détestables, tant sur le plan humain que professionnel. Ils utilisent les menaces, les intimidations et les sanctions pour faire accepter les charges de travail et faire taire ceux qui contestent leurs méthodes. Pour ces ouvriers de maintenance, tous jeunes, ce sont donc des horaires décalés fatigants, la nuit, en journée continue, le samedi et le dimanche, avec en plus des astreintes.

La goutte d'eau qui a fait déborder le vase a été la convocation de l'un d'eux

pour une sanction avec demande de blâme avec inscription, cela pour deux retards.

Avant de se mettre en grève, les travailleurs avaient demandé une réunion avec la direction. Ils ont dénoncé les méthodes des deux cadres mais aussi les manquements à la sécurité en citant deux cas. Ainsi, un des cadres avait remis le matériel défaillant en service, alors que celui-ci avait été réformé, ce qui veut dire qu'il devait être immobilisé en attendant d'être remis en état.

En ce qui concerne la sanction, la direction a reculé en disant qu'il n'y aurait pas de blâme avec inscription. Par contre, sur les problèmes de sécurité, elle a couvert ses cadres

en disant que du matériel réformé pouvait être remis en service après dérogation. Mais dans ce cas, c'était un mensonge pur et simple car il n'y avait eu aucune dérogation.

Devant cette attitude, les travailleurs ont décidé de se mettre en grève deux jours pour dire qu'ils n'avaient pas eu les réponses qu'ils voulaient et montrer que, sans eux, il n'y a pas de rame. Pendant la grève, d'autres cheminots, de l'atelier du Landy, de la gare du Nord et de l'atelier de l'Ourcq, sont venus les soutenir et discuter. Ils ont pu vérifier que les problèmes sont les mêmes dans tous les secteurs car la direction a supprimé des postes et va continuer à le faire... Pépy, le dirigeant de la SNCF, annonçant 28 000 postes en moins sur les sept années à venir.

Deux journées de grève réussies.

Correspondant LO



Les voies de la future ligne T9.

RATP : face aux plans d'attaques du Stif et de la direction

Mercredi 11 janvier, à l'appel de la CGT, une manifestation a regroupé des travailleurs de la RATP et de la SNCF devant le Stif (Syndicat des transports d'Île-de-France) qui attribue les subventions aux sociétés de transport voyageurs de la région parisienne.

La CGT voulait interpeller les élus du Stif, dont Valérie Pécresse est désormais la présidente, au sujet de la mise en exploitation du tram-train T11 en juillet 2017 dans le nord de la région parisienne, qui sera sous-traitée à une filiale de la SNCF créée pour l'occasion, Transkeo. Mais la mobilisation du 11 janvier concernait aussi les projets de mise en appel d'offres des futures lignes de tramway T9 qui reprend l'itinéraire actuel de la ligne 183 du dépôt de Thiais, du T10 et du métro ligne 15, 80 kilomètres de métro qui feront le tour de Paris.

Prétendant qu'il s'agira d'une nouvelle ligne, le Stif voudrait que le T9 soit mis en appel d'offres. Trois entreprises du secteur postuleront déjà, tout en sachant que le Stif choisira l'offre la moins chère pour, dit-il, des raisons budgétaires. La RATP évoque de ce fait la nécessité de monter une filiale pour postuler à cet appel d'offres, avec comme objectif de réduire le coût de la main-d'œuvre. Sur le T9, 80 conducteurs seraient transférés vers la filiale, mais à quelles conditions de salaire et de temps de travail ?

La direction de la RATP joue depuis quelques années sur la future mise en concurrence et les appels d'offres du Stif pour préparer les agents à accepter des

reculs. Elle tient le même discours que les patrons dans toutes les entreprises privées, et la CGT dénonce cette politique de « dumping social » au travers d'appels d'offres et de filiales créées à cet effet.

La RATP ou la SNCF font le choix, comme à Air France, de créer des filiales, pour pouvoir y transférer des travailleurs qui perdraient ainsi leurs positions actuelles en matière d'horaires, de repos, etc. Au nom d'une concurrence volontairement organisée, les directions de la RATP et de la SNCF entendent dégrader et précariser les emplois.

Les travailleurs de la RATP voient se rapprocher un projet similaire à celui imposé aux cheminots de la SNCF. Leur direction a évoqué une convention collective des conducteurs de bus de la région parisienne, censée réduire les écarts entre les entreprises du secteur. Cela lui permettrait d'aligner vers le bas les conditions de travail des agents RATP, et pourrait ouvrir la porte au transfert des travailleurs d'une entreprise à l'autre, comme cela se pratique déjà dans la sous-traitance du nettoyage, par exemple.

Les travailleurs devront s'organiser et riposter pour empêcher ces attaques de passer.

Correspondant LO

Onet – Marseille : beaucoup de raisons de se battre

Les travailleurs de Main Sécurité Transport Onet, qui assurent la sécurité dans le métro, se sont mis en grève vendredi 20 janvier et se tiennent en permanence à la correspondance du métro, gare Saint-Charles. Ils sont soutenus par les syndicats FO, CFDT, TTM, UNSA, CFTC.

Ce qui a déclenché la grève est une sanction de quinze jours de mise à pied pour l'un de leurs collègues, sanction qu'ils jugent disproportionnée. Mais ce n'était là que la goutte d'eau qui a fait déborder le vase, car ils ont, eux, beaucoup de fautes à reprocher à la direction.

Celle-ci ne verse que 1 100 euros de salaire pour ce travail pénible. Il s'agit de rester debout douze heures durant sous la lueur des néons, à l'intérieur des stations de métro mal aérées et poussiéreuses. La circulation intense finit par donner le vertige. Quant à leur tenue orange, elle leur fait penser à Guantanamo.

Bien que cela ne fasse pas partie du contrat, il leur est demandé d'interpeller les fraudeurs, ce qui implique d'être traités de noms d'oiseaux voire de se retrouver dans une bagarre. Jouer le rôle de policier, c'est aussi la crainte

de se voir retirer la carte professionnelle, attribuée sous condition par le ministère de l'Intérieur, pour le moindre accrochage ou pour une fausse accusation.

À l'aide de primes diverses, la direction paie des salaires différents à des agents qui effectuent le même travail. De plus, jouant sur les horaires qu'elle change selon les semaines, elle ne veut pas payer les heures supplémentaires mais les comptabiliser sur un compteur pour ne les verser qu'à la fin de

l'année, ce qui revient à ne pas les payer du tout.

C'est pourquoi les grévistes demandent au minimum le respect de la règle « à travail égal, salaire égal et primes égales », ainsi que le paiement, chaque mois, des heures supplémentaires.

Jusqu'ici la direction a traité les grévistes avec grossièreté. Au rendez-vous de négociation qui avait été pris, elle a déclaré qu'il fallait qu'ils reprennent le travail et qu'elle discuterait ensuite.

Du coup, la grève se poursuit. Et c'est bien par la grève que les travailleurs d'Onet obtiendront leur autre exigence, être traités avec respect.

Correspondant LO



Les grévistes dans la station de métro Saint-Charles.

Whirlpool - Amiens : usine fermée pour le profit

La direction a annoncé la fermeture de l'usine de sèche-linge amiénoise Whirlpool pour 2018. Les 290 salariés du site perdront alors leurs emplois, ainsi que les 56 ouvriers de l'usine sous-traitante Prima.

Les actionnaires du numéro un mondial de l'électroménager (19 milliards de chiffre d'affaires en 2013) ont régulièrement imposé des vagues de licenciements à l'usine d'Amiens. Celle-ci comptait 1200 ouvriers dans les années quatre-vingt.

Malgré la division par quatre du nombre des salariés, la direction de la multinationale a imposé une constante augmentation de la production. En 2002, le nombre d'unités produites a fait un bond spectaculaire, passant de 650 000 à 1,1 million. Cela au prix de conditions de travail toujours plus pénibles. Les accords de Robien, du nom de l'ancien maire d'Amiens devenu ministre, ont

autorisé une importante flexibilité. L'intensification des cadences a accru les accidents de travail : coupures avec le tranchant des tôles, problèmes musculo-squelettiques, etc.

Les patrons ont continué à toucher des dizaines de millions d'euros d'aides de l'État, notamment dans le cadre de la loi de Robien.

Tout cela a permis aux patrons de racheter leurs concurrents (Moulinex, l'entreprise polonaise Polar, le néo-zélandais Fisher-Payel, le groupe Stinol) et récemment l'italien Indesit (16 000 salariés). Cette dernière acquisition a doublé le nombre de leurs usines en Europe. Les actionnaires souhaitent à présent augmenter encore leurs

bénéfices en maintenant la production, tout en diminuant le nombre d'usines et de salariés à rémunérer. Alors que les cadences sont déjà poussées au maximum, ils pointent du doigt les doublons : les usines anglaises et polonaises du groupe Indesit fabriquent le même type de produits que le site d'Amiens.

Après toutes les usines fermées ces dernières années à Amiens, dont Goodyear, la fermeture de Whirlpool ne laisserait quasiment aucune chance de retrouver un emploi dans la région.

En réaction au plan de licenciement de 400 ouvriers en 2002, les grévistes avaient défilé à Amiens en scandant : « Whirlpool, la classe ouvrière va te botter le cul ! » La grève et le slogan sont plus que jamais d'actualité pour ne pas laisser faire des actionnaires assoiffés de profits.

Correspondant LO



Toulouse - Blagnac : les pompiers de l'aéroport se font craindre

Une société privée sous-traitante, Falck, emploie la quarantaine de pompiers de l'aéroport Toulouse-Blagnac. Après plusieurs attaques contre leurs conditions de travail, ces derniers ont décidé de réagir. À 100% ils ont déclaré leur intention de faire grève, deux jours à l'avance, comme la loi Diard le leur impose.

Falck et ATB (Aéroport Toulouse-Blagnac, qui gère l'aéroport) ont utilisé ce délai pour tenter de briser le mouvement. Il y a une dizaine d'années, une grève des pompiers avait complètement paralysé l'aéroport et ATB et toutes les compagnies aériennes craignaient de connaître la même situation. Pour l'éviter, ils ont obtenu l'aide du gouvernement. Ainsi, la veille de la grève, un ordre de réquisition a été apporté par les gendarmes au domicile des pompiers concernés. Dans son courrier, le préfet expliquait que cette grève pourrait provoquer des attroupements de passagers et que le risque d'attentats terroristes s'en trouvait accru ! Une fois de plus, l'état d'urgence était utilisé comme prétexte contre des travailleurs en lutte.

La veille également, dès 19 heures, les badges des pompiers en service à ce moment étaient désactivés alors que la grève n'était prévue qu'à partir du lendemain, le vendredi 20 janvier. Ainsi, les pompiers en service jusqu'à minuit n'ont pu partir chez eux et ont été

bloqués dans leur caserne jusqu'au lendemain. Quant à ceux qui restaient en service cette nuit-là, ils n'auraient pas pu intervenir en cas d'incendie sur certains secteurs de l'aéroport. Dans l'effolement, ATB était prêt à faire n'importe quoi contre le mouvement.

Vendredi 20 janvier au matin, le trafic pouvait reprendre grâce aux pompiers réquisitionnés. Mais tous les autres étaient présents. Ils ont défilé dans l'aérogare, escortés par un nombre encore plus

important de policiers et de gendarmes.

Très vite, dans la journée, ATB et Falck engageaient des négociations. Falck proposait une augmentation d'environ 150 euros net mensuelle. Quant à ATB, il s'engageait à en finir avec la sous-traitance en intégrant le personnel en son sein. Ce serait enfin la fin de l'appel d'offres qui touche les sous-traitants tous les trois ans, souvent l'occasion de nouvelles attaques.

Après seulement une douzaine d'heures de mouvement, les pompiers ont donc obtenu bien plus qu'en des mois de palabres avec leur direction, et ils ont accepté ces propositions. Montrer sa détermination et se faire craindre, ça a payé.

Correspondant LO



Les pompiers rassemblés dans l'aérogare de Toulouse-Blagnac.

Neuhauser - Moselle : non aux suppressions d'emplois !

C'est par la presse que les 660 salariés de l'entreprise Neuhauser de Folschviller ont appris le 19 janvier la menace de 259 licenciements qui plane sur le site mosellan.

À l'échelle du groupe Neuhauser, qui regroupe en France seize entreprises spécialisées dans la boulangerie industrielle, 370 emplois seraient menacés, sans compter les 160 intérimaires concernés.

La direction du groupe, qui appartient depuis 2014 à la famille Soufflet (leader européen du négoce du blé, de l'orge et du malt), voudrait au passage, sur la lancée de la loi travail, imposer une réorganisation du travail en 5x8 pour augmenter la productivité de ceux qui garderaient leur emploi et travaillent actuellement en 4x8. Elle invoque pour toutes ces attaques le manque de rentabilité du site, mais la réalité est tout autre.

En effet, malgré le vieillissement de certaines unités de production, le groupe continue à dégager des bénéfices, pas loin de 8 millions sur l'unité la plus moderne, Furst 2, soit près de 70 000 euros par ouvrier y travaillant. On est donc loin des prétendues difficultés financières invoquées par la direction. D'autant que, depuis le rachat de Neuhauser par le groupe Soufflet, qui fournit la farine, principale matière première, il

est impossible de savoir si une partie des bénéfices de la filiale Neuhauser n'a pas été transférée artificiellement vers l'entité mère.

Une chose est sûre : les deux principaux actionnaires de Neuhauser sont riches, très riches. En 2014, la fortune d'Alfred Neuhauser était estimée par le magazine *Challenges* à 200 millions d'euros ; quant à celle de la famille Soufflet, classée parmi les cent familles les plus riches de France, elle dépasserait 600 millions d'euros. Cette dernière se vante même dans la presse économique d'être prête à investir 150 millions d'euros du jour au lendemain, sans avoir à emprunter.

Ce n'est donc pas l'argent qui manque pour maintenir tous les emplois et assurer l'embauche de tous les intérimaires du site. L'intersyndicale appelait à un débrayage mardi 24 janvier, ainsi qu'à un rassemblement de tous les salariés, exprimant le sentiment de cet ouvrier du site, pour qui « la force viendra des salariés ; seule la mobilisation permettra de nous défendre ».

Correspondant LO

Fessenheim : une fermeture qui inquiète le personnel

Le conseil d'administration d'EDF s'est prononcé pour la fermeture de la centrale nucléaire alsacienne de Fessenheim. Tous les représentants du personnel ont voté contre. D'ailleurs, la veille, les employés du site avaient fait grève et manifesté pour marquer leur désaccord, et la petite ville avait été plongée dans le noir.

Mais, face aux six représentants du personnel, il y avait six représentants « indépendants » dont un ayant double voix, le PDG Jean-Bernard Lévy. C'est donc avec cette voix supplémentaire que la décision a été prise, le PDG votant contre le personnel.

Cette fermeture avait été promise par Hollande, au début de son mandat, à ses alliés d'alors d'Europe écologie-Les Verts. Et il veut donc tenir parole juste

avant de s'en aller.

Il est vrai que la centrale de Fessenheim est la plus ancienne parmi les centrales, mais d'importants travaux de maintenance y ont été réalisés, et l'ASN, l'Autorité de sûreté nucléaire, avait donné son accord pour qu'elle continue de fonctionner. Du point de vue économique, Fessenheim fournit la majeure partie de l'électricité alsacienne et sa fermeture posera problème.

De toute façon, cela n'est



La centrale nucléaire de Fessenheim.

pas pour tout de suite. La fermeture ne devrait pas avoir lieu avant 2018, et surtout pas avant que la centrale EPR en construction à Flamanville entre en fonctionnement. Certes, le courant produit par l'EPR, s'il finit un jour par

marcher, compensera la perte de Fessenheim mais ce sera à 750 kilomètres à l'ouest de l'Alsace, à vol d'oiseau... ce qui n'est pas commode pour y faire venir l'électricité.

En outre, pour compenser la perte d'exploitation, l'État devra verser 450 millions d'euros à EDF. Mais, comme l'État en est propriétaire à 85 %, l'argent fera en quelque sorte un aller et retour.

Si tout cela finit par se faire, rien ne dit que la centrale de Fessenheim sera finalement arrêtée. En 2018 ce sera probablement Filion qui sera président de la République. Or il s'est prononcé pour continuer le

nucléaire et pour le maintien de Fessenheim.

Parmi les politiciens qui débattent de Fessenheim, bien peu se soucient du sort des 2 200 salariés du site. Une partie de ceux-ci ont le statut EDF, et donc ne devraient en principe pas être licenciés en cas de fermeture. Mais on leur demandera peut-être d'aller se reconverter dans une autre région, avec d'autres fonctions. Quant aux salariés sous-traitants, rien n'est prévu pour eux.

On comprend donc que les travailleurs de Fessenheim soient sur leurs gardes, décidés à s'opposer aux décisions d'EDF.

André Victor

EDF : suppression des agences et hausse des tarifs

Le 26 janvier, lors du comité d'établissement d'EDF, doit être présenté le projet de fermeture des agences dans lesquelles les usagers peuvent rencontrer des agents d'EDF, demander des explications, payer leur factures, etc. Selon EDF, 800 000 contacts ont eu lieu dans ces agences en 2016.

Oui mais voilà, cela coûte cher, et EDF souhaite fermer progressivement

ces agences et inciter les abonnés à passer par Internet, comme le font d'autres organismes.

Le mouvement a déjà commencé et plusieurs villes, même importantes, sont dépourvues d'agence. Il n'en reste plus que 77 dans le pays. Il est donc question de les fermer progressivement d'ici trois ans.

Comment feront ceux qui n'ont pas accès à

Internet ou qui maîtrisent mal son usage, et qui sont tout de même nombreux ? Pour eux, ce sera tant pis !

Et, bien que cela n'ait pas de rapport, nul n'échappera à la hausse des tarifs de 2 % annoncée pour le 1^{er} août pour financer le réseau de distribution du courant.

Moins de services et des tarifs en hausse, EDF nous donne plus que la lumière !

A.V.

Santé : l'hôpital malade de l'austérité

Mardi 24 janvier, le personnel infirmier a été appelé à une grève et à une manifestation au ministère de la Santé. Les organisateurs, un peu moins nombreux que le 8 novembre dernier, étaient des syndicats et des associations de personnel infirmier. De son côté, l'intersyndicale CGT-FO-SUD appelle à un mouvement le 7 mars prochain.

Après la grève de novembre, Marisol Touraine, la ministre de la Santé, a proposé un plan pour l'amélioration de la qualité de vie au travail de 30 millions d'euros sur trois ans... tandis que les objectifs d'économies pour l'hôpital se chiffrent à trois milliards. Depuis, elle reste obstinément sourde à toute demande.

Le personnel infirmier dénonce les cadences infernales qui mènent à l'épuisement et les salaires insuffisants. Une aide-soignante

raconte sa journée : « On me demande d'être partout et nulle part, d'accomplir des doubles tâches au même moment. » Ce n'est qu'une « succession de courses (...). Et tout cela pour 1 283,80 euros net par mois ».

Du côté des patients, l'engorgement des urgences lors de l'épidémie de grippe a montré l'effet de la fermeture, en dix ans, de dizaines de milliers de lits et de quantité de petits services d'urgence. Beaucoup de malades, souvent des personnes âgées, ont

attendu sur des brancards dans des couloirs, pendant des heures. Mais, même sans épidémie, l'hôpital sature depuis longtemps.

La logique gouvernementale est celle du chiffre : on supprime des lits, des postes ; le personnel est de plus en plus précaire. On ferme des hôpitaux, décrétés non rentables. Les malades sont obligés d'attendre des rendez-vous, d'accepter des reports d'hospitalisation, et se trouvent renvoyés chez eux au plus vite, quitte à revenir en cas de problème, ce qui n'est pas si rare.

C'est l'aberration d'un système de soins auquel on impose la logique capitaliste de la rentabilité. C'est insupportable dans les entreprises. Cela l'est autant, sinon plus, dans le domaine vital de la santé.

Sylvie Maréchal

Safran - Zodiac : des milliards pour les actionnaires

La direction du groupe Safran, fabricant de moteurs d'avions et d'équipements aéronautiques, a annoncé le rachat de Zodiac, spécialiste des sièges d'avion, par le biais d'une offre publique d'achat (OPA) amicale. Le but est de constituer un groupe faisant 21 milliards de chiffre d'affaires et comptant 90 000 salariés.

Comme toujours dans ces opérations, les actionnaires seront les premiers servis. Avant la fusion, ceux de Safran recevront 2,2 milliards d'euros en dividendes exceptionnels. Quant à ceux de Zodiac, leurs actions seront reprises à 29,50 euros par titre, alors qu'elles étaient cotées 23,35 euros à la veille de l'annonce. Plus de 8 milliards d'euros seront affectés à cette opération. Ces sommes sont en partie tirées de la vente pour une somme de plusieurs milliards d'euros de la branche sécurité du groupe, l'ancienne société Morpho.

À travers ce jeu de Monopoly, la richesse produite par les travailleurs passe directement dans la poche d'une petite poignée de gros capitalistes, au lieu de servir à embaucher ou à augmenter les salaires. C'est d'ailleurs également le cas de l'argent public, puisque Safran a reçu 160 millions d'euros au titre du Crédit impôt recherche en 2016, alors qu'il aurait largement eu de quoi financer ces activités sur ses bénéfices.

Pour défendre leur système, les défenseurs du capitalisme utilisent souvent la formule : « Les bénéfices d'aujourd'hui sont les emplois de demain. » La multiplication de ces opérations de fusion-acquisition, qui mobilisent des sommes considérables au seul profit des actionnaires, sans créer un seul emploi et souvent en en supprimant, montre bien à quel point cette formule est mensongère.

D.M.

Vivarte : salariés victimes des fonds vautours

La direction du groupe Vivarte, composé d'une dizaine d'enseignes de l'habillement et de la chaussure, a annoncé mardi la cession de la chaîne de chaussures André (135 magasins et 786 salariés) ainsi que celle de Naf-Naf, qui s'ajoutent à celles de Chevignon, Kookaï et Pataugas en vente depuis plusieurs mois.

Dans les dix dernières années, le nombre d'enseignes de Vivarte a été divisé par deux, passant de 20 à 10, et les effectifs ont été réduits de 22 000 à moins de 17 000. Pas étonnant alors que le chiffre d'affaires du groupe soit en baisse. Mais pas la fortune de ses actionnaires passés et présents.

Ainsi la famille Descours, actionnaire à l'origine du groupe, fait partie des plus grandes fortunes du pays. Les fondateurs des chaussures André ont vendu la majorité de leurs parts au fonds PAI Partners et ont placé leur magot dans le luxe, comme le champagne par exemple, avec Charles et Piper-Heidsieck, ou encore les chaussures Weston. Et les intérêts prélevés par les fonds spéculatifs qui se sont succédé à la tête du groupe depuis 2004 n'ont pas non plus baissé.

Les fonds ont augmenté la dette du groupe jusqu'à 2,8 milliards d'euros, pour un chiffre d'affaires de 2,4 milliards. Elle est aujourd'hui de 1,5 milliard pour 2,2 milliards de chiffre d'affaires. Les fonds vautours ne sont en effet pas seulement les actionnaires du groupe. Ils en sont aussi les créanciers. Et, tels des usuriers, ils puisent dans la trésorerie des entreprises du groupe



CHARLES PLATIAU/REUTERS

Le rassemblement du 5 janvier 2017.

et prélèvent des intérêts pouvant aller jusqu'à 12% des sommes prêtées. Car leur métier n'est pas de vendre des chaussures ou des vêtements, mais bien de récupérer le plus vite possible les sommes avancées, avec un intérêt fixé le plus haut possible, avant de revendre à un nouvel investisseur qui va recommencer l'opération en se payant

sur les emplois de milliers de travailleurs. C'est ainsi qu'entre 2015 et 2016 près de 300 magasins ont été fermés et plus de 3 600 emplois supprimés.

Les travailleurs de Vivarte devraient-ils accepter sans broncher d'être privés de leur emploi, au nom de prétendues difficultés ou de la concurrence d'autres enseignes? Certainement

pas. Les travailleurs ont à faire face à ces parasites. Ils sont en droit d'exiger le maintien de leurs emplois et salaires. Il faut faire rendre à ces pilleurs l'argent qu'ils ont extorqué depuis des années, y compris en prenant sur les fortunes personnelles de ces capitalistes qui ne sont que des fauteurs de misère!

Philippe Logier

PSA - Mulhouse : le sens des priorités

Le service communication de l'usine PSA de Mulhouse a envoyé un mail appelant le personnel à la « mobilisation générale face à la vague de froid polaire ».

Le mail prétend « sensibiliser les salariés à l'obligation que nous avons tous d'avoir un comportement responsable » et énonce des banalités comme « savoir

éteindre la lumière quand celle-ci n'est pas nécessaire », « éteindre son ordinateur lorsqu'on ne l'utilise pas », ou bien ne pas avoir recours à des chauffages annexes pour des raisons de confort, « mais plutôt privilégier une tenue adaptée à la situation ».

On le voit, la direction de PSA n'a pas inventé l'eau tiède. Faire la leçon sur

la vague de froid lui permet peut-être de se donner bonne conscience mais, en attendant, la température dans les ateliers est hivernale. Enfoncer des portes ouvertes et brasser du vent ne suffit évidemment pas à la réchauffer.

S'il faut rationaliser la consommation d'électricité, il n'y a aucune urgence

à produire des voitures 24 heures sur 24: il suffirait de mettre au vert les travailleurs pendant quelques jours, sans toucher aux salaires, pour donner la priorité aux hôpitaux, aux écoles, au chauffage des logements.

Les ouvriers ne s'en porteraient pas plus mal.

Correspondant LO

QUI SOMMES-NOUS ?

Lutte ouvrière

Union communiste (trotskyste), membre de l'Union communiste internationaliste

L'Union communiste (trotskyste) qui publie *Lutte ouvrière*, sous le nom duquel elle est connue en tant qu'organisation politique, regroupe des militants pour qui communisme et socialisme sont le seul avenir pour l'humanité. Celle-ci est menacée par les crises, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels et les guerres dus à l'anarchie de la société actuelle, dont la division en classes sociales repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine car ils constituent la majorité de la population et n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société. Pour cela ils devront remplacer l'État de la bourgeoisie pour créer un régime où les masses populaires exerceront elles-mêmes le pouvoir en assurant un contrôle démocratique sur tous les rouages du pouvoir économique et politique. Nous disons aussi que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être un peuple libre.

Les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, du nom du compagnon et continuateur de Lénine, qui a combattu le stalinisme dès son origine et a péri assassiné pour n'avoir jamais cédé.

Lutte ouvrière est éditée par la société Éditions d'Avron - 6, rue Florian 93500 Pantin - Téléphone: 01 48 10 86 20 - SARL au capital de 7 622,45 euros, durée cinquante ans à partir du 1^{er} janvier 1970 - Gérant: Michel Rodinson. Associés: René Marmaros, Isaac Szmulewicz, Jean-Claude Hamon. Directeur de la publication et responsable de la rédaction: Michel Rodinson. - Tirage: 12 000 exemplaires. Impression: Rotos-Presses Numeris, 36, boulevard Robert-Schumann 93190 Livry-Gargan. - Commission paritaire des publications n° 1019 C 85576 - ISSN 0024-7650 - Distribué par les MLP (Messageries lyonnaises de presse) - Dépôt légal janvier 2017.

Lutte ouvrière c/o Éditions d'Avron, 6, rue Florian - 93500 Pantin. Lutte ouvrière (Île-de-France) c/o Éditions d'Avron, 155, avenue Jean-Lolive - 93500 Pantin. Téléphone: 01 48 10 86 20 - Télécopie: 01 48 10 86 26

Versez à la souscription de Lutte ouvrière

Pour financer ses activités dans la période qui vient, Lutte ouvrière ne peut compter que sur ses militants, ses sympathisants, sur tous ceux qui partagent avec nous la conviction qu'il faut mettre fin à l'organisation sociale actuelle basée sur l'exploitation, le profit privé et la concurrence. C'est à eux que nous faisons appel aujourd'hui pour verser à notre souscription.

Merci d'adresser vos dons par chèque libellé à l'ordre de: Association de financement du parti Lutte

ouvrière, en les envoyant à l'adresse suivante: Lutte ouvrière, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX.

Merci aussi de nous indiquer lisiblement vos nom, prénom et adresse pour nous permettre l'envoi du reçu fiscal auquel ce don donnera droit.

En effet, les dons à un parti politique, plafonnés par la loi à 7 500 € par an, donnent droit à une réduction d'impôt par la proportion de 66% de ce don et dans la limite de 20% du revenu imposable. Ainsi un don de 300 € donnera droit à

une réduction d'impôt de 200 €, à condition que l'impôt sur le revenu dépasse cette somme.

L'association de financement du parti Lutte ouvrière a été agréée le 30 novembre 2009. Elle est seule habilitée à recueillir les dons de personnes identifiées. Les dons d'une personne physique à un parti politique sont plafonnés à 7 500 € par an. Tout don supérieur à 150 € doit être versé par chèque. Seuls les dons versés par chèque ouvrent droit à la réduction fiscale prévue par la loi.



Bulletin d'abonnement

Je souhaite m'abonner à Lutte ouvrière Lutte de classe
 Nom Prénom
 Adresse
 Code Postal Ville

Ci-joint la somme de :
 Chèque à l'ordre de Lutte ouvrière ou virement postal : CCP 26 274 60 R Paris
 à adresser à LUTTE OUVRIÈRE, BP 20029, 93501 PANTIN CEDEX

| Tarif des abonnements | Lutte ouvrière | | Lutte de classe |
|-----------------------|----------------|-------|-----------------|
| | 6 mois | Un an | Un an |
| France, Outre-mer | 20 € | 40 € | 15 € |
| Outre-mer avion | 28 € | 56 € | 17 € |
| Europe | 38 € | 76 € | 20 € |
| Reste du monde | 46 € | 91 € | 24 € |

Envoi sous pli fermé : tarifs sur demande.

Sur Internet

www.lutte-ouvriere.org
 www.union-communiste.org
 contact@lutte-ouvriere.org

Vidéos

www.lutte-ouvriere.org/multimedia

Pour les malvoyants

www.lutte-ouvriere-audio.org

Italie : une avalanche de catastrophes peu naturelles

L'article suivant nous est adressé par nos camarades de *L'Internazionale* (Italie - UCI).

Lorsqu'une catastrophe naturelle met en évidence la désorganisation et l'impréparation des services qui devraient en éviter ou en diminuer les effets, il est de règle pour les pouvoirs constitués de mettre en avant l'héroïsme des sauveteurs. Ils expliquent à l'opinion publique que tout le pays se serre autour des victimes et pleure des larmes de joie quand un survivant est tiré d'affaire. Ceux qui troublent ce climat d'unité nationale et de bons sentiments sont

considérés comme des chahals, des saboteurs, des ennemis exécrables. Mais ce petit jeu marche de moins en moins.

Les erreurs, révélées l'une après l'autre, illustrent la responsabilité des classes dirigeantes. Rigopiano, l'hôtel démolé par une avalanche le 18 janvier, devenu le symbole des calamités qui ont frappé le centre de l'Italie, était construit sur les éboulis laissés par d'autres avalanches. Les premières enquêtes révèlent tout

simplement qu'il n'aurait pas dû être construit à cet endroit, où convergent les matériaux rocheux qui, depuis des siècles, se sont déversés des montagnes qui le dominent.

L'activité sismique, associée aux fortes chutes de neige, a certainement rendu la situation encore plus critique. Mais pas au point d'être imprévisible. Pas seulement parce que les bulletins météo avaient prévu la tempête de neige quatre jours avant, mais aussi parce que ces fortes précipitations sont habituelles à cette saison.

Le compte macabre des

victimes et des dommages de l'avalanche n'est pas encore définitif. Mais dans le même temps, les informations se succèdent sur les hameaux complètement isolés, sans électricité, les routes impraticables, les bâtiments construits après le tremblement de terre de l'été déjà écroulés, comme la crèche effondrée sous le poids de la neige à Pieve Torina, dans la province de Macerata.

Au-delà des responsabilités individuelles réelles des dirigeants ou des administrations, se dresse celle de tout un système. La capacité d'une région à affronter la violence de la nature et à en prévenir les conséquences est une question d'organisation, d'hommes et de moyens, donc en dernière analyse d'argent. La logique qui a

fait construire un hôtel à cet endroit, la logique qui l'a fait rester ouvert en plein hiver, est la même que celle qui provoque le manque de chasse-neige et de tous les moyens nécessaires. C'est la même logique qui empêche l'embauche des 4000 pompiers qui manquent au niveau national ou qui ne permet pas d'évacuer et de reloger dignement les habitants des hameaux les plus isolés.

La myopie d'un capitalisme qui préfère toujours l'œuf d'aujourd'hui à la poule de demain est devenue la philosophie de l'administration publique. C'est ce système de gouvernement qui s'abat sur les populations et qui devient la vraie catastrophe.

Correspondance
L'Internazionale



Hôtel Rigopiano après l'avalanche.

Écoles de Nice : un policier armé pour rassurer... les enfants

À Nice, la municipalité a décidé qu'à la rentrée prochaine il y aurait dans chaque école un policier municipal armé. L'adjoint au maire explique qu'il s'agit d'une préconisation d'une société israélienne spécialisée dans la sécurité dans les établissements scolaires. La municipalité avait en effet sollicité ce cabinet pour réaliser un audit sur la sécurisation des écoles après l'attentat du 14 juillet.

L'adjoint parle aussi d'une forte demande des Niçois. Pourtant, cette décision suscite de nombreuses réactions hostiles. La CGT dénonce une mesure démagogique jouant sur les peurs entretenues volontairement. La FCPE a elle aussi vivement réagi, refusant de voir dans l'école un bunker ou un poste de police : « On n'apprend pas

avec un policier mais avec des enseignants ! » Quant au SNUIPP, syndicat des professeurs des écoles, il dénonce par la voix de son secrétaire départemental un « dispositif qui va relancer le climat anxieux ».

Comme le conclut lui-même l'adjoint au maire à l'éducation, il s'agit d'un choix politique. Choix approuvé d'ailleurs par le chef de file de l'opposition PS à la municipalité, Patrick Allemand, qui argue lui aussi de la nécessité de rassurer les parents. Ces hommes politiques parlent de sécurité au lieu de parler d'éducation. De droite comme de gauche, ils ne lésinent décidément pas sur les propos démagogiques les plus réactionnaires et les décisions politiques qui vont avec.

Correspondant LO

Toulouse-le Mirail : non à la fermeture de deux collèges !

Sous prétexte de promouvoir la mixité sociale, le conseil départemental de la Haute-Garonne et le ministère de l'Éducation nationale ont décidé de fermer deux collèges dans l'un des quartiers les plus défavorisés de la ville de Toulouse, et d'envoyer les élèves dans d'autres quartiers de la ville et au-delà, en attendant l'hypothétique construction de nouveaux établissements à la périphérie de ce quartier du Mirail.

Jeudi 19 janvier, les enseignants des collèges Raymond-Badiou et Bellefontaine, dans ce quartier populaire, étaient à nouveau en grève et rassemblés devant la préfecture pour dénoncer la fermeture de ces deux établissements.

Ce jour-là, une réunion avec l'inspection académique et des élus du conseil départemental était aussi organisée. Plus de 150 parents, élèves et enseignants s'y sont rendus. Les représentants de l'inspection se sont défilés et ne sont pas venus à la réunion, ce qui en dit long sur le mépris de ces gens-là vis-à-vis des habitants du quartier. D'ailleurs, comme le disait un parent d'élève : « Vous n'avez pas le courage de demander aux parents du centre-ville qu'au nom de la mixité leurs enfants fassent une heure de bus pour se

rendre au collège, mais vous avez le courage de nous l'imposer à nous ! »

La question qui revenait le plus de la part des parents était : pourquoi ne pas attendre la construction des nouveaux collèges promis, avant de fermer ceux du quartier ? Selon Marie-Claude Leclerc, vice-présidente de la commission permanente chargée de l'éducation, « il fallait agir. Dans une société ébranlée par la montée des extrémismes et par les phénomènes de radicalisation, la question du vivre ensemble doit être pensée et traitée dès l'école ».

Ils nous parlent de mixité et de vivre ensemble alors qu'ils ont consciemment laissé pourrir ces quartiers et retiré progressivement des moyens à ces collèges. Ils déclarent vouloir agir vite, mais les

terrains où devraient être construits les nouveaux collèges ne sont même pas encore achetés ! Les représentants du conseil départemental disent qu'il y aurait 3 000 places libres dans les collèges du département. Or, le collège de Tournefeuille, un de ceux choisis pour accueillir les élèves du Mirail, accueille déjà 650 élèves alors que sa capacité n'est que de 600 élèves. Le collège a dû faire la demande de pose de préfabriqués cette année pour accueillir tout le monde, alors l'année prochaine comment va-t-il faire ?

La seule chose qui presse en réalité ce sont les économies sur le dos des populations défavorisées qui seront réalisées en fermant ces établissements.

Les parents d'élèves organisent mardi 31 janvier un rassemblement pour refuser la fermeture des collèges et demandent au conseil départemental et au rectorat qu'ils s'engagent au contraire à les améliorer et à mettre les moyens financiers et humains nécessaires pour la réussite des élèves.

Correspondant LO

Elle a trouvé le bon filon

D'après *Le Canard enchaîné*, Pénélope Fillon aurait été salariée cinq ans durant par son député de mari sans que personne jamais ne la croise à l'Assemblée, ni ne puisse produire une preuve de son travail. Elle aurait également perçu 5 000 euros par mois de la *Revue des deux mondes*, propriété d'un financier ami de la famille. Là encore personne ne l'aurait vue travailler, pas même le directeur de la revue.

Il faut tout de même comprendre. Le couple Fillon, propriétaire d'un

château dans la Sarthe, a des frais importants. Il touche bien les revenus d'un fermage versés par un paysan selon un contrat digne de l'Ancien régime, mais la terre ne rapporte plus comme avant...

Alors on ne va tout de même pas critiquer Pénélope pour avoir tissé sa toile, appliquant à son ménage le projet de revenu universel que son mari reproche tant à d'autres. En l'adaptant bien sûr au train de vie du couple.

P.G.